

**VAGUE DE GREVES
EN POLOGNE**

Le N° 2 Fr.

No 236

23 août 1980

onzième année

la brèche

organe bimensuel de la
Ligue Marxiste Révolutionnaire
section suisse de la IV^e Internationale

CONTRE LA DICTATURE



SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE BOLIVIEN

EDITO

La Suisse dans la course aux armements : les travailleurs en feront les frais

3

POLITIQUE

Finances : la politique de bascule du Conseil fédéral

3

SOCIAL

Echec de l'initiative "Un emploi pour tous"
Genève : des maîtres dénoncent l'absence de débouchés professionnels
Droit à l'avortement : la sainte alliance de la réaction
Chimie bâloise : que donnera le renouvellement du contrat ?

4

4

4

5

INTERNATIONAL

BOLOGNE : quelle réponse à l'attentat ?

2

DOSSIER BOLIVIE

Le coup d'Etat en Bolivie : objectif : destruction du mouvement ouvrier

6-7

POLOGNE

La bureaucratie secouée par les grèves

8

AFRIQUE DU SUD

Travailleurs et écoliers défient le régime raciste

9

LA FAIM DANS LE MONDE :

au bénéfice du capital

10-11

NICARAGUA

Une révolution renforcée par la croisade d'alphabétisation

12

EL SALVADOR

L'impérialisme menace encore

12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale

1 000 Lausanne 17 CCP 10-25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

Bologne : quelle réponse à l'attentat ?

L'ignominieux attentat de la gare de Bologne a permis à la presque totalité des forces politiques italiennes de relancer leur plaidoyer pour l'unité nationale et le renforcement de l'Etat, particulièrement de son appareil répressif. Pour répondre à cette campagne, nos camarades de la LCR (section italienne de la IVe Internationale) ont distribué, lors de la manifestation de masse qui a suivi l'attentat, un tract, dont nous publions de larges extraits.

"Le massacre de Bologne porte les signes évidents de la main fasciste : le choix de la ville, l'anniversaire de l'attentat contre l'Italicus, le massacre de grande ampleur pour tenter de semer la confusion et la peur. (...)

Les secteurs des services secrets et les milieux fascistes qui l'ont organisé et mis à exécution agissent selon une logique précise, dans le cadre de la confrontation qui oppose le mouvement des travailleurs aux forces patronales et capitalistes. Actuellement, ces forces mènent une grande attaque aux conditions de vie des masses, mais n'ont pas encore le rapport de forces qui leur permettrait de se lancer directement à l'assaut du mouvement ouvrier. C'est pourquoi ils utilisent la tuerie comme forme de provocation et d'intimidation, pour semer la confusion et la méfiance parmi les travailleurs.

Ils peuvent espérer semer la confusion notamment grâce aux directions du mouvement ouvrier qui, dans cette situation difficile (...), sont divisées, se plient aux chantages patronaux et par conséquent sont incapables d'utiliser la force de la classe ouvrière pour infliger une défaite aux projets patronaux, démocratiques et gouvernementaux.

Déjà toutes les forces patronales, la DC, le gouvernement bourgeois se préparent à utiliser ce nouveau massacre à leurs fins. Il est probable qu'ils proposeront encore une fois d'introduire de nouvelles mesures restreignant les conquêtes démocratiques, renforçant le pouvoir des organismes d'Etat, celle-là même qui a toujours permis aux fascistes d'agir à leur guise. Tout cela revient à renforcer les instruments mis à disposition des patrons et de leur Etat pour affronter et combattre les prochaines luttes ouvrières. (...)

Aujourd'hui moins que jamais les travailleurs peuvent avoir confiance dans les organes d'Etat, les forces de répression ! (...)

Le mouvement ouvrier a tout à fait la force et l'organisation, conquises au fil d'années de luttes et de mobilisations, pour faire face à ces diverses attaques concoctées par les forces bourgeoises et réactionnaires.

D'autres bombes, peut-être moins sanguinaires mais non moins dramatiques, sont préparées actuellement par les patrons : à commencer par les milliers de licenciements qu'ils veulent imposer cet automne. Pour pouvoir réagir, pour répondre à l'attaque combinée du patronat et également pour pouvoir contrecarrer et dissuader les provocations fascistes et réactionnaires, il faut que le mouvement ouvrier se donne un programme de lutte et d'unité :

- Au chômage massif des jeunes et des masses méridionales et à l'instabilité, l'incertitude qui en découlent, il faut répondre par un large mouvement de lutte pour défendre les postes de travail et en créer de nouveaux.

- Aux attaques de plus en plus violentes auxquelles le syndicat est soumis, il faut répondre par le renforcement des structures syndicales unitaires et par une défense vigoureuse des conditions de vie des masses.

- Aux manœuvres patronales destinées à diviser un peu plus le mouvement ouvrier, il faut répondre par l'unité des partis ouvriers en soutien à ces revendications et à ces luttes, contre la bourgeoisie.

- Aux provocations fascistes et de l'appareil d'Etat qui se multiplient, il faut répondre par la mobilisation et la mise sur pied de structures de défense ouvrières.

- Aux prochaines tentatives de limiter les conquêtes démocratiques, le mouvement ouvrier doit au premier chef et par sa mobilisation empêcher toute tentative d'attenter aux libertés acquises durement en dix ans de lutte.

Le camarade Berlinguer (PCI) a écrit que "le pays est sans gouvernail". En réalité, on a laissé le gouvernail aux mains de la DC et des forces bourgeoises, et les organisations ouvrières ont refusé de s'en emparer. Mais le problème

était et reste celui de la force nécessaire pour s'en emparer : pour donner une solution à la crise de plus en plus violente du système bourgeois, pour le dépasser en défendant les intérêts des masses laborieuses, nous avons besoin d'un gouvernement des travailleurs, un gouvernement des partis ouvriers sans la participation de la DC, un gouvernement contre la DC, dont le rôle central dans tous les gouvernements a toujours été de servir de couverture principale aux terroristes, ceux des appareils comme ceux des bandes armées.

Il n'est pas trop tard pour le faire. Nous pouvons encore gagner cette partie.

CONTRE LES FASCISTES ET L'ETAT QUI LES PROTEGE, UNITE ET LUTTE DU PROLETARIAT !"

LA BRECHE ET LES HOMOS

En relation avec le compte-rendu de la manifestation des homosexuel(le)s de Bâle (cf la brèche no 234), le Groupe de Libération Homosexuelle de Lausanne, nous a fait part de ses regrets, quant au peu de place consacré dans nos colonnes à cette manifestation, en se demandant : "Faudra-t-il attendre que le mouvement homosexuel ait approché la force (et le potentiel militant) du mouvement féministe pour voir la LMR s'y intéresser et le soutenir ?"

Nous répondrons d'une part que l'écho incriminé témoigne tout de même d'un certain intérêt pour la lutte du mouvement homosexuel, même s'il est vrai que nous n'avons pas souvent traité ce sujet dans la brèche. D'autre part, nous consacrerons prochainement un article au thème des droits des homosexuel(le)s.

La rédaction

BIENNE :

Non aux cours ménagers obligatoires, pour un cours mixte et facultatif !

MANIFESTATION

le mercredi 27 août, à 17h.15,

à la Place Centrale

et le jeudi 28, à 9 heures,

devant la Préfecture, rue de l'Hôpital.

A l'occasion du procès des élèves

qui boycottèrent le cours ménager

Organisé par : Groupe contre le cours ménager obligatoire.

Soutenu par : PSR, LMR, La Taupe, PdT, Entente biennoise, Lega delle donne immigrate, OFRA.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

FESTIVAL DE JAZZ

DE WILLISAU 80

à Willisau, dans le canton de Lucerne du je 28 au di 31 août

Concert 1 : je 28 août, 20h. :

* Mike Nock - Albert Landolt Quartet; Nock (piano), Landolt (sax), Peter Frei (basse) et Heinz Lieb (batterie).
* Jürg Hager Solo (clarinette, etc.).
* Jack DeJohnette's Special Edition; DeJohnette (batterie), Chico Freeman (ténor), John Purcell (alto), Peter Warren (basse).

Concert 2 : ve 29 août, 20h. :

* George Gruntz' Percussion Profiles; Gruntz (claviers), Jack DeJohnette (batterie, percussions), Pierre Favre (batt., perc.), Fredy Studer (batt., perc.), Jay Hoggard (vibraphone, marimba), Dom Um Romao (percussions).
* Don Pullen Quartet featuring Chico Freeman; Don Pullen (piano), Freeman

(ténor), Cameron Brown (basse), Bobby Battle (batterie).

Concert 3 : sa 30 août, 14h.30 :

* Jimmy Lyons Trio featuring Sunny Murray; Lyons (sax alto), Murray (batterie), Alan Silva (basse).
* Dewey Redman - Ed Blackwell; Redman (sax), Blackwell (batterie).

Concert 4 : sa 30 août, 20h. :

* Manfred Schoof Octet; Schoof (trompette), Gerd Dudek (sax), Karlheinz Wibermy (sax, flûte), Michel Pilz (clarinette), John English (trombone), Rainer Brüninghaus (piano), Günter Lenz (basse), Ralph Hübner (batterie).

Concert 5 : di 31 août, 14h.30 :

* Dave Burrell Solo (piano).
* Musical Monsters; John Tchicai (sax), Irene Schweizer (piano), Pierre Favre (batterie), Léon Francioli (basse).
* Anthony Davis - Jay Hoggard; Davis (piano), Hoggard (vibraphone).
* John Handy - Ali Akbar Khan "Rain-

bow"; Handy (sax alto), Ali Akbar Khan (sarod), Zakir Hussain (tabla), Doctor L. Subramaniam (violin).

Concert 6 : di 31 août, 20h. :

* Skidmore - Taylor - Francioli - Favre; Alan Skidmore (sax ténor), John Taylor (piano), Léon Francioli (basse), Pierre Favre (batterie).
* Airtio and Band; Airtio Moreira (perc., batterie), Kai Akagi (piano), Jeff Elliot (trompette), Randy Tico (basse), Larry Ness (guitare), Tony Moreno (perc., batt.).

Matinées :

* sa 30, 12h. : John Wolf - Brennan's "No-natt".
* di 31, 12h. : Gunter Hampel and his Galaxie Dream Band avec Jeanne Lee (vocal).

Le concert : 26.- fr. La matinée : 3.- fr. Tous les concerts : 115.- fr. Camping gratuit. Rens. : Niklaus Troxler, Bahnhofstrasse, 6 130 Willisau. Camille Kase

CHRONIQUE DU BON GOUT

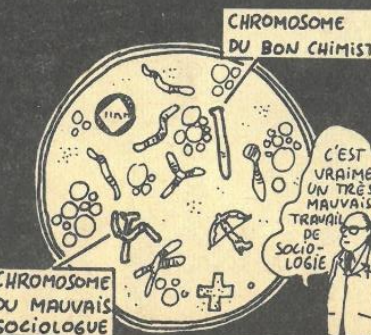
"TOUTE VIE EST CHIMIE."

PAR ALFRED PLETSCHER, NOUVEAU PRÉSIDENT DU FONDS NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE CHEZ HOFFMANN LAROCHE DE 1956 À 1978...

"IL FAUT FORTIFIER LES SCIENCES HUMAINES EN QUALITÉ, PAS FORCÉMENT EN QUANTITÉ."

...ET N'ALLEZ PAS PRÉTENDRE QUE J'AI PARLÉ DE RESTRICTIONS, HEIN!

"À L'AVENIR, NOUS NE POURRONS SOUTENIR QUE LES BONS, LES TRÈS BONS TRAVAUX DE SCIENCES SOCIALES, IL EST POSSIBLE QU'IL Y AIT MOINS DE BONS SOCIOLOGUES QUE DE BONS CHIMISTES."



"DITES-VOUS QUE LA PHYSIQUE COUTE PLUS CHER QUE LA PSYCHOLOGIE (...) VOUS POUVEZ PRATIQUER LA PSYCHOLOGIE AVEC QUELQUES TESTS ET UN ESPRIT SOLIDE."



"LA POLITIQUE, JE NE M'EN SUIS JAMAIS MÊLÉ."



LES TRAVAILLEURS EN FERONT LES FRAIS

Les USA et leur pacte militaire, l'OTAN, qui les lie aux forces capitalistes européennes contre le communisme, ont finalement à nouveau montré leurs vrais visages politiques et militaires. Ils ont immédiatement utilisé la politique périlleuse de l'Union soviétique en Afghanistan pour déclencher une véritable hystérie de guerre. Sous le couvert de cette hystérie, des décisions de réarmement massif, qui concernent surtout les partenaires européens de l'OTAN, ont été prises. Les menaces US à l'égard de l'Amérique centrale et de l'Iran montrent clairement à quoi tout cela est destiné.

La Suisse, en tant que pays capitaliste, qui, cependant, formellement, n'appartient pas au pacte d'agression impérialiste, va participer bravement à cette course aux armements — si la volonté des patrons, de leurs partis et de leur Etat s'applique.

En juin 1978 déjà, les groupes parlementaires bourgeois demandèrent au Conseil fédéral un rapport intermédiaire sur la politique de sécurité.

A toute vitesse, afin de profiter de la situation en Afghanistan, la campagne d'armement fut lancée, juste avant les vacances, au Conseil national, qui discuta de ce rapport intermédiaire qui n'est qu'une longue lamentation contre le manque de moyens à disposition. En écoutant les prises de position bourgeoises, on aurait pu croire que les troupes soviétiques étaient sur le point d'envahir la Suisse.

Suivant la décision de l'OTAN, un nouveau programme d'armement est préparé, qui prévoit des dépenses de plus d'un milliard et demi. Cela au moment où l'on supprime de tous côtés les prestations sociales pour les salariés et qu'on les menace d'un effondrement de la prévoyance sociale si des recettes supplémentaires ne sont pas accordées à l'Etat.

Si l'on regarde les nouveaux projets d'armement, il apparaît clairement qu'ils s'inscrivent tout à fait dans le cadre des décisions de l'OTAN. Les trois projets principaux font partie de l'armement de pointe de l'OTAN. Le système d'engins guidés de défense contre avions "Rapier" ne peut pas être engagé rationnellement dans un espace aussi restreint que celui de la Suisse. En outre, il est surtout conçu pour une guerre de mouvement. Les nouveaux blindés et les nouveaux avions proviennent également de l'arsenal de l'OTAN. Ainsi la Suisse capitaliste pourra mieux combattre aux côtés de ses frères capitalistes de l'OTAN. Et les orientations stratégiques de l'OTAN montrent bien à qui profitera ce combat : elles incluent non seulement une guerre offensive contre les pays non-capitalistes, mais aussi le maintien du système économique et social actuel contre les tentatives de changement faites à l'intérieur.

Cet internationalisme guerrier n'empêche en rien le patriotisme financier : avant même que les décisions soient prises à propos des nouveaux crédits d'armement, colonels et financiers de tout horizon grenouillent à qui mieux mieux pour recevoir la manne fédérale et augmenter leurs profits.

Contre cette provocation ouverte des bourgeois, on ne peut évidemment que répondre : non, si l'on veut mener une politique au bénéfice des travailleurs. Malheureusement personne ne le fit au Conseil national. Les socialistes se sont abstenus, ou ont voté le rapport sur la sécurité. Le groupe du PdT-POCH-PSA s'y opposa, mais pas pour des raisons de fond. Comme le PS, il demanda plus de pondération, et surtout que la question de la défense nationale soit maîtrisée "moralelement". Veulent-ils décharger la bourgeoisie de la tâche d'expliquer "moralelement" aux salariés qu'ils doivent défendre "leurs" banques et "leurs" usines, et contre d'autres travailleurs encore ?

Nous disons tout à fait clairement : non ! Non à tout nouveau crédit d'armement et non aussi à la provocation que constitue l'augmentation des dépenses militaires combinée avec une réduction des dépenses sociales. Non au paquet d'économies qui passera en votation en décembre.

La revendication de soumettre, à l'instar des autres crédits, au référendum les dépenses militaires devient d'une actualité toujours plus grande pour tout le mouvement ouvrier.

Finances fédérales :

LA POLITIQUE DE BASCULE DU CONSEIL FEDERAL

Actuellement, le "trou dans la caisse fédérale", que le ministre des finances radical Chevallaz "a remis en main", selon ses propres mots, à son successeur social-démocrate, augmente de bien plus d'un milliard par année. Le service de la dette pour l'endettement croissant de la Confédération s'approche aussi du milliard et a déjà dépassé les subventions aux caisses-maladies. Afin de sortir de cette gestion déficitaire causée par la résistance fiscale de la bourgeoisie capitaliste, le Conseil fédéral, après de longues délibérations, propose, dans son message du 25 juin, de nouvelles recettes à travers deux nouveaux impôts.

D'une part, le "paquet d'économies" antisocial (c'est-à-dire le paquet du démontage social et de la nouvelle répartition des tâches) doit être suivi d'un élargissement de l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICHA) aux agents énergétiques, tout aussi antisocial, qui rapportera à la Confédération environ 300 millions par an, mais provoquera aussi une augmentation du renchérissement d'environ 0,4 o/o (voire plus). On donne en même temps un petit sucre aux socialistes et aux travailleurs en proposant l'introduction d'un mini-impôt (de 5 o/o) sur les intérêts des avoirs fiduciaires auprès des banques suisses (et qui appartiennent pour 82 o/o à des clients étrangers). Ces avoirs représentent actuellement l'énorme somme de près de 55 milliards (54 465 millions) de francs. D'après les indications du Conseil fédéral lui-même, ces avoirs servent ouvertement, entre autres, à la fraude fiscale.

Afin de ne pas faire fuir messieurs les fraudeurs fiscaux vers d'autres places financières, "le taux de l'impôt ne devrait en aucun cas dépasser 5 pour cent.", de telles sorte que cet impôt ne rapportera que 150 millions environ.

L'élargissement de l'ICHA et l'imposition des placements fiduciaires seront suivis en 1982 par une augmentation générale de l'ICHA, qui rapportera environ 500 millions de recettes supplémentaires et (avec les 350 millions de la taxe sur le trafic routier lourd) devrait permettre de couvrir les dépenses fédérales — réduites par le démontage social — et aussi mettre fin au déficit budgétaire sans que d'autres réductions deviennent nécessaires.

Le capital passe à l'offensive

Alors que les partis gouvernementaux bourgeois ont suivi — avec des réserves tactiques — le Conseil fédéral sur la voie des recettes supplémentaires, la bourgeoisie capitaliste proprement dite continue à préférer la solution d'un assainissement des finances fédérales en multipliant les démontages sociaux massifs. Depuis des mois, le "Journal des Associations patronales" fulmine contre les nouveaux impôts prévus, les Arts et métiers tapant sur le même clou. Le professeur d'économie néo-radical de Fribourg (ancien candidat malheureux au Conseil national sur une liste démocrate-chrétienne) W. Wittmann a même été jusqu'à pousser sa chansonnette pour le démontage social dans les colonnes du journal "Lui". Déshabillage et démontage, nudité et dénuement semblent aller de pair pour Wittmann. L'"Atout" (Trumpf buur, en allemand) a reçu de quoi publier une série d'encarts publicitaires contre les nouveaux impôts et pour des "écono-

mies" budgétaires. Avec sa démagogie habituelle, l'"Atout" dénonce des subventions inutiles, dont nous pourrions aussi réclamer la suppression. Il oublie simplement de préciser que la disparition de toutes ces subventions ne représenterait même pas une fraction importante des 500 millions arrachés à l'AVS lors de la neuvième révision par exemple ! En prétendant mensongèrement que les subventions fédérales aux caisses-maladies leur permettent d'augmenter leur fortune, alors qu'en réalité les minimales bénéfices de ces caisses ne représentent que des réserves pour leurs engagements courants, il fait voir son petit jeu.

Dans la même veine démagogique, on trouve la délégation des

ses entre la Confédération et les cantons, puisque, dans les cantons (vu leur concurrence fiscale), il n'y a à long terme pas de risque que les capitalistes soient plus fortement imposés.

Le mouvement ouvrier aussi doit passer à l'offensive !

Dans le cadre de cette opération démagogique, l'une des pires de la bourgeoisie, le conseiller fédéral Ritschard ne joue plus que le rôle d'un otage, devant couvrir les objectifs antisociaux de la bourgeoisie, alors qu'il ne peut en aucune mesure (pour autant qu'il en ait jamais eu l'intention) faire des projets d'économies et de recettes nouvelles qui toucheraient réellement la bourgeoisie capitaliste. Les propositions que nous avons avancées dans la dernière brèche (entretien avec J.-N. Rey, secrétaire du groupe parlementaire socialiste) — sortie du PS du gouvernement, lutte commune de la gauche pour la réduction du budget militaire et pour un impôt massif sur l'héritage et les donations de plus d'un million — deviennent, compte tenu de la situation actuelle, encore plus urgentes.

GK



Les avoirs fiduciaires : une nouvelle fois le secret bancaire est au service de la fraude fiscale.

finances de l'Assemblée fédérale (où figure le multiple conseiller d'administration Einsenring), lorsqu'elle reproche au Conseil fédéral une trop grande tolérance à l'égard des hauts salaires de l'administration (ce qui est vrai, mais n'accroît le déficit de la Confédération que de quelques poussières). Ou lorsque la très bourgeoise et réactionnaire "Basler Zeitung" trouve "paradoxal" que "justement le ministre des finances social-démocrate Ritschard ficelle un 'paquet', qui n'apporte que des avantages réduits à l'homme de la rue" (10. 7). Le même journal laisse une semaine plus tard le superréactionnaire professeur Wittmann (qui, des démocrates-chrétiens, vient de passer aux radicaux) faire de la propagande pour que les banquiers suisses court-circuitent l'impôt sur les avoirs fiduciaires, en "plaçant immédiatement l'ensemble de leurs affaires fiduciaires à l'étranger" !

Tout ce que ces messieurs désirent, c'est d'une part un démontage social encore plus accentué et d'autre part, une nouvelle répartition des tâches et des dépen-

Qu'est-ce qu'un placement (ou avoir) fiduciaire ?

"Les placements fiduciaires sont des placements de liquidités de clients pour une durée relativement courte (en règle générale de un à trois mois). Ce genre d'affaires constitue une particularité suisse. Le développement de ces opérations résulte d'une part de la fonction de plaque tournante de la place financière suisse et d'autre part du désir d'éviter l'impôt anticipé (...). Les avoirs fiduciaires sont la plupart du temps placés (au nom de la banque, réd.) auprès de banques étrangères. La banque suisse (...) en tant que simple fiduciaire ne supporte cependant aucun risque. Le placement fiduciaire permet au client de ne pas apparaître à l'extérieur. Celui-ci est donc assuré de la protection du secret bancaire suisse également pour un placement à l'étranger."

(Tiré du Message du Conseil fédéral concernant l'imposition des intérêts d'avoirs fiduciaires)

Echec de l'initiative "Un emploi pour tous"

L'initiative lancée par le PdT, les POCH, le PSA et le PSASJ n'a pas abouti. Elle a recueilli quelque 92 000 signatures. Cet échec est grave. D'abord pour ces partis et leurs militants, mais aussi pour toute la gauche, au moment où les travailleurs sont sur le point d'être confrontés à une nouvelle récession.

Une méthode erronée : le sectarisme

Lors de son lancement, en février 79, nous avions très clairement critiqué la pratique sectaire des trois partis (POCH/PdT/PSA). Dirigée en particulier contre le PSS, l'initiative cherchait en effet à entrer sur le même terrain que ce parti, en prenant à son compte des revendications que celui-ci met d'ordinaire en avant, tout en l'excluant du lancement. Après les assauts de sectarisme auxquels s'étaient livrés ces partis autour du lancement de l'initiative pour les 4 semaines de vacances, l'initiative "un emploi pour tous" constituait évidemment une "opération" pour "battre" le

PSS en marchant sur ses propres plates-bandes. Elle ne visait nullement à faire des propositions concrètes allant dans le sens d'une alternative véritable à la politique de collaboration avec le patronat menée par la majorité des directions syndicales et de gestion de l'Etat pratiquée par le principal parti ouvrier en Suisse. En fait cette initiative, lancée surtout avec des préoccupations électorales, représentait d'abord une opération de construction pour les trois partis, en proposant un véritable programme de gouvernement avant les élections nationales. De ce point de vue, l'échec de ce projet, c'est l'échec de cette stratégie politique qui, loin de chercher à organiser syn-

dicalement et renforcer politiquement les rangs de la classe ouvrière pour répondre au problème de la sauvegarde de l'emploi, privilégie une opération de boutique avec un contenu illusoire.

A contrario, l'exemple de l'initiative pour la protection de la maternité montre bien quelle voie suivre pour lancer une initiative qui aboutit et qui, surtout, avance des propositions concrètes qui permettent de gagner la quasi totalité des organisations ouvrières, qui ouvrent un débat intéressant et offrent des possibilités de mobilisations. C'est avec cette méthode aussi que nous proposons aujourd'hui le lancement d'une initiative nationale pour des ateliers publics d'apprentissage.

Défendre l'emploi dans l'unité

Vu l'importance de la question de la défense de l'emploi, il serait cependant faux de considérer l'échec des PdT, POCH, PSA comme une simple péripétie qui ne concerne que ces organisations. Alors qu'aux Etats-Unis comme dans les principaux pays capitalistes européens la crise, ou ses premiers signes avant-coureurs, se sont déjà manifestés, le patronat helvétique annonce la couleur comme en témoignent les récentes déclarations de Halm, le patron des patrons : fermetures d'entreprises, licenciements, ra-

tionalisation sur le dos des salariés, attaques aux acquis sociaux, refus du réajustement intégral des salaires. Dans ce contexte, l'échec de l'initiative "un emploi pour tous" va être considéré par la bourgeoisie comme un signe de faiblesse de plus de l'ensemble du mouvement ouvrier.

De ce point de vue, la politique des trois partis est irresponsable car leur échec ne peut qu'encourager les patrons à s'attaquer aux conditions de travail des salariés. Il est par conséquent d'autant plus nécessaire de développer systématiquement des actions et des campagnes unitaires — sans aucune exclusive — pour la diminution du temps de travail à 40 heures, pour le maintien intégral du pouvoir d'achat des travailleurs, pour soutenir les revendications syndicales dans les périodes de négociations conventionnelles, contre tous les licenciements. La LMR et ses militant(e)s dans les syndicats s'y emploieront dans la mesure de leurs forces. Le lancement de l'initiative proposée par les syndicats chrétiens "pour la protection contre les licenciements" doit absolument se faire de manière unitaire à l'échelle nationale. Aux attaques patronales, à la politique de démontage social menée par la majorité bourgeoise aux Chambres, doit répondre un front unique des organisations ouvrières. C'est la seule méthode pour riposter de manière efficace !

JMD

Droit à l'avortement :

LA SAINTE ALLIANCE DE LA REACTION

Le 30 juillet 1980, l'initiative populaire pour le droit à la vie a été déposée, munie de 230 000 signatures. Un score imposant, qui rappelle les 184 000 signatures qu'avait recueillies en 1972 la pétition "Oui à la vie, non à l'avortement". Ce score a été possible à cause du soutien que l'initiative a reçu de la droite réactionnaire, tant politique que religieuse. La Conférence suisse des évêques l'a notamment appuyée, favorisant ainsi les récoltes de signatures à la sortie des messes et dans les paroisses.

La majorité des signatures provient des cantons où le Parti démocrate-chrétien règne en maître (Valais, Fribourg, Lucerne, Grisons, Schwytz, Appenzell, etc.). En revanche, dans les cantons qui avaient accepté l'initiative du délai en 1977 et où le mouvement ouvrier est plus présent (Genève, Vaud, Neuchâtel, Bâle, Zurich), le nombre de signatures est très bas.

Le but des initiants — malgré leur démagogie humanitaire — est clair : introduire un article 54 bis dans la Constitution fédérale pour empêcher tout libéralisation de l'avortement. L'accent mis, dans la déclaration d'intention qui accompagne l'initiative, sur le respect de la vie humaine dès la conception en témoigne avec éloquence : "La protection de la vie, déjà chez l'enfant à naître, est une condition importante de la crédibilité même du droit à la vie".

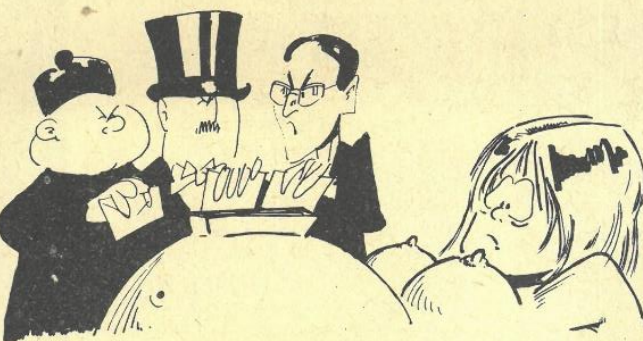
De manière tout aussi claire, le même texte établit un curieux rapport (qui en dit long sur la tolérance "toute chrétienne" de ses auteurs) entre les crimes nazis et le droit à l'avortement : "L'horreur suscitée par les rapports sur l'effroyable anéantissement des vies sans valeurs avait passagèrement réveillé le respect envers la vie humaine. Depuis lors on doit, hélas, constater un affaiblissement

sensible du sens des responsabilités et de la reconnaissance des valeurs humaines. Actuellement, la vie et l'intégrité de l'être humain sont à nouveau méprisées de multiples manières".

La déclaration d'intention souligne qu'il faut "garantir toute l'aide nécessaire aux mères qui en ont besoin avant et après la naissance, ainsi qu'à leurs enfants". Déclaration purement démagogique, car de nombreux membres du comité de patronage de l'initiative se sont battus et continueront à se battre contre l'initiative pour une protection efficace de la maternité.

Un comité de patronage représentatif

Le PDC aligne une belle brochette de parlementaires, comme E. Blunschy-Steiner, vice-présidente du comité d'initiative, présidente de Caritas Suisse; R. Bonvin, ancien président de la Confédération, patronne également l'initiative, bien qu'il



ait dû renoncer à la présidence de Oui à la Vie en 1977 à cause de l'affaire du tunnel de la Furka.

L'UDC et le Parti évangélique et populaire ne sont pas en reste : on trouve M. Näf-Hofmann, membre de la Commission fédérale pour les questions féminines, membre du Schweizerisches Gemeinnützigen Frauenverein¹⁾, du Schweizerische Aufklärungs-Dienste²⁾ et de Oui à la Vie; F. T. Wahlen, ancien président de la Confédération, grand admirateur de l'intervention US au Vietnam, qui patronne "Helfen statt töten"³⁾; W. Sausser, ancien vice-directeur et chef du personnel de Maschinenfabrik Oerlikon (aujourd'hui BBC), membre du Club Hoffer⁴⁾ et de "Helfen statt töten".

Des personnalités ecclésiastiques — tant catholiques que protestantes — figurent aussi dans ce comité de patronage : une dizaine de pasteurs, quelques docteurs en théologie, F. Schäfer, évêque de l'Eglise évangé-

que-méthodiste, l'abbé Noirjean, directeur de Caritas Neuchâtel.

Pas d'erreur, donc. Tant par les buts qu'elle proclame que dans la composition de son comité, cette initiative est une véritable machine de guerre de la droite la plus réactionnaire contre toute libéralisation de l'avortement. Et les diverses variantes de solution fédéraliste ne peuvent répondre à ce défi, simplement parce qu'elles laissent entre les mains de cette droite-là les nombreuses femmes des cantons dominés par le PDC.

Jos.

1) Schweizerisches Gemeinnützigen Frauenverein : Association féminine suisse d'utilité publique.

2) Schweizerische Aufklärungs-Dienste : officine anticommuniste bourgeoise.

3) "Helfen statt töten" : équivalent protestant de "Oui à la Vie" (catholique).

4) Hoffer Club : groupe de pression et de surveillance réactionnaire des médias, en particulier de la télévision.

Genève :

DES MAÎTRES DENONCENT L'ABSENCE DE DEBOUCHES PROFESSIONNELLES

Que font les jeunes après l'école obligatoire ? Celle-ci sélectionne déjà entre filières (latine, scientifique, langues modernes et "générale"). Pour les élèves de cette dernière (9e Générale), l'avenir est bouché. C'est ce qu'ont dénoncé des maîtres secondaires genevois, soutenus par la VPOD. Ils exigent l'ouverture d'ateliers publics d'apprentissage.

Les deux principales perspectives offertes à un élève de 9e G sont l'apprentissage en entreprise (36 o/o des cas) et l'Ecole de Culture Générale (27 o/o des cas). Quant à l'Ecole Supérieure de Commerce, elle ne représente plus un débouché significatif pour les élèves de 9e G. Ceux-ci entrent presque exclusivement en classe préparatoire (7,8 o/o), où leur taux d'échec en fin d'année est d'ailleurs de 62 o/o.

Cependant, depuis 1972, on assiste au gonflement régulier de l'E.C.G., en particulier de sa 1ère année (409 élèves en 1979). Or, environ la moitié de l'effectif de 1ère année quitte l'E.C.G. après un an sans être nécessairement en échec. Parmi eux, 56 o/o commencent alors un apprentissage tandis que 34 o/o disparaissent des fichiers scolaires (abandon de toute formation ?). Il s'agit donc le plus souvent de jeunes qui n'ont trouvé aucune perspective de formation professionnelle en fin de 9e G et qui ont été placés, en attente, dans cette école.

Aussi significative est la croissance régulière de la proportion des élèves de 9e G orientés vers l'E.C.G., à mesure que le marché des places d'apprentissage se resserre pour eux.

L'apprentissage en entreprise

Le nombre global de places d'apprentissage offertes stagne depuis plusieurs années à Genève. Par rapport à l'an dernier à la même date, ce nombre accuse même un recul sensible de 3,3 o/o, passant de 1 628 (au 16. 6. 1979) à 1 574 (au 16. 6. 1980). Par contre, le nombre de candidats a tendance à augmenter (plus 18 o/o cette année par rapport à l'an dernier, au 16 juin).

Dans certaines professions, souvent les plus attractives (intérêt des jeunes, qualité de la formation, salaires en fin de formation, etc.), le nombre de places est bloqué et des examens de sélection sont systématiquement mis en place (mécanique, électricité, employés de commerce — banque, assurances, Etat —, etc.). De fait, ces "tests d'aptitude" ressemblent de plus en plus à des concours.

Par exemple, en mécanique automobile, sur 163 candidats à l'examen de cette année, il y aurait 65 réussites et 98 échecs (60 o/o), selon une information transmise par l'organisation patronale (UPSA) elle-même. Il faut souligner que le taux d'échec est probablement plus élevé pour les élèves de 9e G. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que l'introduction de ces "tests d'aptitude", toujours plus sélectifs, n'a pas fait baisser le taux d'échec en fin d'apprentissage dans cette branche (selon une enquête de la FTMH).

Un taux d'échecs alarmant

Préoccupés par les échecs de leurs élèves aux examens d'entrée en apprentissage, un groupe de maîtres a lancé une enquête dans l'ensemble du cycle d'orientation pour chiffrer le taux d'échecs des élèves de 9e G.

Sur environ 1 230 élèves de 9e G (1 237 en décembre 1979), 668 ont répondu à cette enquête (soit 54 o/o de l'effectif total).

Sur 368 examens passés par 241 élèves (36 o/o de l'effectif total), 213 ont été jugés insuffisants, soit 66 o/o.

Ce taux d'échecs très élevé fait pression sur les élèves pour qu'ils révisent leur choix en fin d'année. C'est ainsi que les filières scolaires et professionnelles les plus convoitées sont progressivement abandonnées au profit de l'E.C.G., du préapprentissage et des apprentissages courts.

Il faut ouvrir des ateliers publics d'apprentissage

Rappelons que le peuple vient de voter en faveur d'une loi visant à instaurer un droit à la formation professionnelle pour tous. Un fonds qui pourrait atteindre 25 à 30 millions, versé par le patronat et l'Etat à concurrence de la masse salariale distribuée, est prévu par cette loi. Il existe donc les moyens législatifs et financiers de débloquent la situation pour des jeunes sans perspective de formation professionnelle sérieuse.

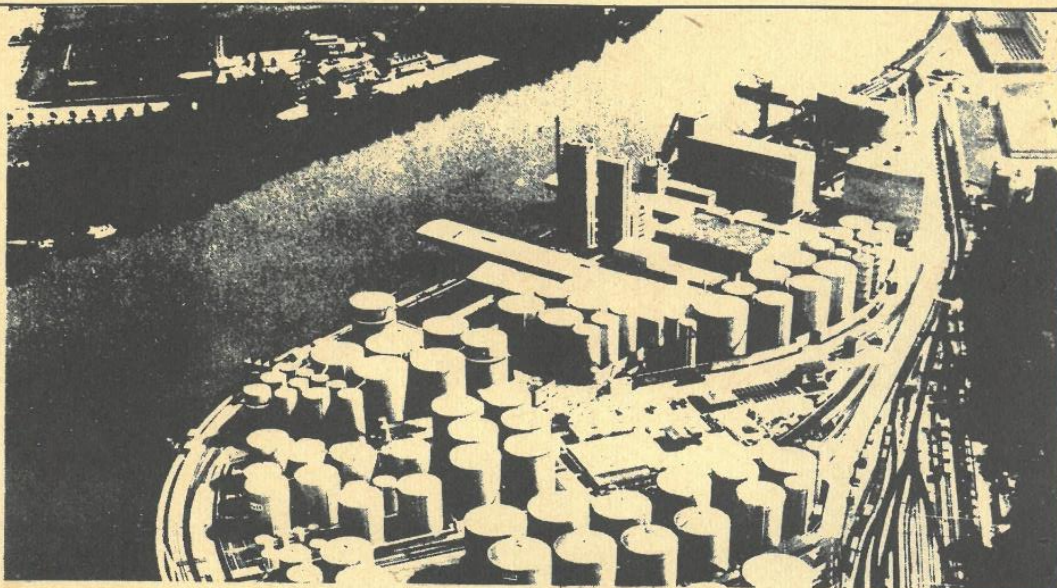
A ces ressources, il faut ajouter les dépenses que le D.I.P. consent pour maintenir en école (en 1ère année de l'E.C.G., en particulier) une masse de jeunes sortis du cycle d'orientation sans perspective de formation professionnelle, dépenses qui pourraient être dégagées pour leur permettre de commencer une formation.

Les moyens existent donc pour que l'Etat mette sur pied au plus vite des ateliers publics d'apprentissage (avec stages en entreprises) capables de préparer des apprentis au Certificat Fédéral de Capacité (CFC) même quand le maître d'apprentissage fait défaut. Ces ateliers assureraient une formation de base beaucoup plus complète que, par exemple, les petites entreprises, qui permettraient aux jeunes un recyclage éventuel plus facile, sans déqualification, après la fin de l'apprentissage, au vu de l'évolution du marché de l'emploi.

Nous savons que cette solution a été examinée (le Conseil d'Etat assurait en 1978 qu'il ouvrirait de tels ateliers "si le besoin s'en fait sentir"), qu'il existe des projets concrets étudiés par l'OOF, que la mise en place de ces ateliers publics pourrait être faite très rapidement. Devant une situation aussi difficile pour les jeunes, en particulier ceux qui sortent de 9e G, nous invitons le Conseil d'Etat à mettre en place des possibilités de formation en ateliers publics dès la rentrée 1980, avec possibilités d'extension ultérieure.

Groupe de maîtres de 9e G du C.O. Voirets, soutenu par : VPOD (groupe enseignement)

Le syndicat de la chimie bâloise a dénoncé le contrat pour la fin 1980. Le premier round de négociations commencera le 20 octobre. L'élément nouveau dans la préparation de ce contrat, le 13e contrat collectif de la chimie bâloise, est le travail en profondeur et à long terme mené parmi les syndiqués. Peu avant la signature du contrat de 1978 déjà, une commission de 40 membres était élue pour préparer le contrat suivant; elle a réalisé plusieurs enquêtes parmi le personnel. Il s'agissait avant tout de connaître l'opinion des membres, les objectifs et moyens qu'ils envisageaient pour la réaliser. Les militant(e)s syndicaux de la chimie peuvent donc à bon droit affirmer que jamais, au cours des 20 dernières années, la base n'a participé aussi largement et de manière aussi continue à la définition de la position du syndicat dans un contrat. Cela montre quels pas peuvent être faits pour surmonter la passivité et la dépolitisation profondes du mouvement syndical suisse, pour autant du moins que les forces qui ont été mobilisées soient réellement engagées dans la bataille contractuelle.



Chimie bâloise :

QUE DONNERA LE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT ?

Un contrat collectif régional ?

62 000 personnes travaillent dans la chimie en Suisse, dont 37 000 (60 o/o) à Bâle. Parmi elles, seules 13 000 sont sous contrat collectif. Les contrats dans d'autres régions sont plus ou moins adaptés à celui de la région bâloise. Selon la Fédération de la Chimie, du Textile et du Papier (FCTP), l'éclatement en différents contrats régionaux "à des origines historiques et doit être surmonté à long terme" (quand ?)... N'oublions pas que le premier contrat collectif dans la chimie bâloise a été signé après la deuxième guerre mondiale, au terme de dures luttes. Les travailleurs de la chimie, qui étaient avant la guerre à l'arrière-garde de la classe ouvrière, se retrouvèrent soudain au premier rang. Cependant, ces conditions particulières n'expliquent pas tout et ne justifient pas les différents contrats collectifs. Au contraire, il y a bien assez de raisons de surmonter ce problème en priorité. Comme dans la FTMH ou la FOBB, avec leurs multiples contrats par catégorie professionnelle, qui ne sont coordonnés ni dans le temps, ni dans le contenu, les conceptions corporatistes ne se retournent que contre les travailleurs.

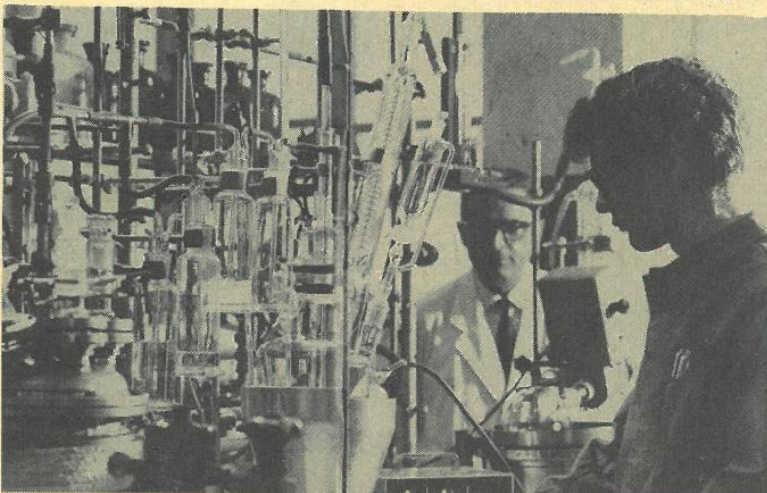
Une lente radicalisation

Comme chacun sait, l'industrie chimique va très bien. L'augmentation des chiffres d'affaires — 11 o/o pour Ciba-Geigy entre 1978 et 1979 — comme des profits est considérable. Le taux élevé d'auto-financement permet une expansion constante des trusts et le rachat d'entreprises à l'étranger. Mais le revers de cette médaille réside dans l'accroissement de l'intensité du travail que chacun ressent tous les jours et une crainte de perdre son emploi à cause de rationalisations trop brutales (cf la brèche no 234/235, 2.7.80, sur les licenciements de Ciba-Geigy à Fribourg). Cette contradiction suscite une lente radicalisation chez les travailleurs de la chimie. Comme le syndicat, contrairement à d'autres, a encore mené des mouvements revendicatifs jusque dans les années 50, les ravages de la paix du travail ont été un peu moins marqués. Les militants actifs insistent ainsi toujours sur l'importance de commissions d'entreprise où ils puissent faire valoir leurs intérêts, même si les tenants

de la paix du travail font tout pour l'empêcher.

Le catalogue revendicatif

Les 10 revendications avancées pour ce contrat sont significatives de l'atmosphère actuelle. Alors que le patronat amasse ses profits, nous n'avons rien gagné depuis la récession. Nous avons donc bien le droit de nous rattraper ! Mais en même temps, on craint de mettre au centre les revendications dont on sait qu'elles exigeraient des mesures de lutte importantes pour être arrachées.



Les revendications sont les suivantes :

- * augmentation des vacances (4 semaines pour tous, 5 dès 50 ans, 6 dès 55 ans);
- * 40 heures au 1er janvier 1983;
- * salaires : égalité hommes/femmes, limitation du salaire aux points, intégration des primes au salaire de base;
- * droits dans l'entreprise : libre information et droit à deux assemblées minimum par an durant les heures de travail;
- * extension du contrat aux apprentis et aux travailleurs à temps partiel;
- * protection des femmes enceintes contre le licenciement, congé maternité de 16 semaines;
- * participation aux questions du personnel, sur les licenciements, etc...;
- * protection des travailleurs âgés (dès 50 ans) contre les licenciements et suppression des heures supplémentaires obligatoires;
- * protection contre le licenciement pour les délégués syndicaux;
- * pour la paix du travail relative.

Quelles priorités

Toute l'expérience passée montre que de telles listes de revendications risquent de décourager les travailleurs lorsqu'on en obtient qu'une partie en négociations. Il s'agit donc de fixer des priorités claires. La direction de la FCTP, dans sa conférence de presse, a refusé d'établir de telles priorités. Elles sont pourtant indispensables tant pour mobiliser les travailleurs que pour conduire les négociations. Les militants actifs devraient se battre pour de telles priorités qui à nos yeux portent sur les points suivants : la ré-

ra inévitablement à un affaiblissement du syndicat et de sa force de frappe. On est dès lors d'autant plus étonné d'apprendre qu'il y a 20 ans les laborantins étaient intégrés au contrat et en sont sortis, suite à une politique de division décidée du patronat, pour avoir leurs propres contrats. Les patrons ont su utiliser les reculs de la paix du travail à leur avantage ! Mais des raisons objectives n'expliquent pas tout. La politique syndicale y est aussi pour quelque chose et si elle ne se bat pas pour un contrat national, la FCTP ne saura pas rendre le contrat collectif attractif pour d'autres catégories.

La paix du travail relative

La paix du travail et la collaboration de classe ne sont pas seulement un paragraphe dans un contrat collectif. Ce sont avant tout une orientation politique, une éducation et un mode d'organisation du syndicat. Au lieu d'unir toutes les forces du mouvement ouvrier, cette politique recherche l'accord avec la bourgeoisie. Au lieu de mobiliser les travailleurs, elle se con-

centre sur la négociation secrète autour du tapis vert. Cette politique se fonde sur l'idéologie du "nous sommes tous dans le même bateau".

Certes, l'exigence de relativiser la paix du travail exprime un changement significatif, même si, cette fois, il sera difficile d'y parvenir. L'enquête de la FCTP a montré que 68 o/o des réponses estimaient que la paix du travail a été payante, au moins dans le passé. De nombreux vieux ouvriers l'identifient simplement à la conquête d'un contrat collectif, ce que s'empres- sent de répéter même des militants de gauche du PS et des syndicats.

Le premier pas serait dès lors de refuser catégoriquement le secret des négociations. Les patrons veulent interdire au syndicat de développer pendant ce temps une information publique. Or c'est une condition importante pour maintenir la conscience et la vigilance des travailleurs. Le 20 octobre prochain, il y a fort à parier que, sur ce point, la première concession importante soit faite dans le renouvellement du contrat 1981.

T. P.

HEURES DE TRAVAIL ET SALAIRES HORAIRES DANS LA METALLURGIE

Pays	Heures de travail par an dans la métallurgie	Dépenses salariales par heure en DM (charges sociales comprises)		
		1970	1979	croissance
Japon	2 094	3,94	1,77	+198,7 o/o
Suisse	2 006	7,72	20,62	+167,1 o/o
Angleterre	1 856	?	?	
France	1 856	6,45	15,05	+133,3 o/o
Italie	1 848	?	?	
Suède	1 808	11,12	21,36	+92,1 o/o
Autriche	1 792	5,22	14,14	+170,9 o/o
Républ. Féd. All.	1 784	9,42	21,14	+124,4 o/o

Source : Institut der deutschen Wirtschaft (cf Finanz u. Wirtschaft, 9 + 13. 8. 1980)

Ainsi, un très sérieux institut bourgeois d'Allemagne fédérale dément toute la démagogie patronale helvétique : l'horaire de travail en Suède ou en RFA est sensiblement inférieur à la Suisse et les coûts salariaux plus élevés, et pourtant cela n'a pas provoqué de "catastrophe économique" ! En revanche, l'exemple de la Suisse, et à plus forte raison du Japon, montre quel profit le patronat peut tirer d'un temps de travail élevé et de salaires bas. Ce qui pourtant n'empêche pas les licenciements et les restructurations quand le marché est saturé !

Le long combat pour un syndicat d'industrie

Comme partout, le secteur dit de production (travail aux machines) décroît régulièrement dans la chimie. Si les syndicats, en l'occurrence la FCTP, ne parviennent pas à long terme à étendre le contrat collectif aux autres catégories, dans les laboratoires et les bureaux, cela condui-

Le coup d'Etat en Bolivie

OBJECTIF : DESTRUCTION DU MOUVEMENT OUVRIER

Alors que s'accroît la répression contre le peuple bolivien, le projet du général Garcia Meza et des militaires au pouvoir depuis le 17 juillet, se précise.

Il se résume essentiellement en une farouche volonté de détruire le mouvement ouvrier, en s'attaquant prioritairement à la Centrale ouvrière bolivienne (COB).

Pour ce faire, les méthodes utilisées par les putschistes rappellent, par leur sauvagerie, celles des dictatures voisines d'Argentine et du Chili. C'est là une différence importante avec les nombreuses actions séditeuses antérieures perpétrées par les militaires boliviens.

L'acharnement déployé à traquer les militants syndicaux dont certains ont été sauvagement torturés et assassinés, l'utilisation de prisonniers de droit commun et de trafiquants de drogue pour les opérations répressives les plus viles, les menaces contre les familles des "subversifs" qui aideraient les militants passés dans la clandestinité, tout comme le parage d'environ deux mille militants politiques et syndicaux dans des stades transformés en camps de concentration, relèvent d'un plan minutieusement préétabli.

Cela ne laisse aucun doute sur l'intention de la junte d'en finir avec tous les droits démocratiques et de faire table rase du mouvement ouvrier.

L'arrivée au pouvoir du général Meza, dont le gouvernement composé essentiellement de militaires a attribué le ministère de l'Information à un membre de la Phalange socialiste bolivienne, renforce le camp des dictatures du cône sud de l'Amérique.

Ce n'est donc pas par hasard que les putschistes ont bénéficié de l'aide directe de militaires argentins. De nombreux témoignages l'attestent. Le plus récent émane de l'Assemblée permanente des droits de l'homme de Bolivie (APDH) qui, dans un document daté du 27 juillet, fait état des "agents de l'armée argentine qui ne se préoccupaient pas de dissimuler leur accent".

Des boîtes de rations alimentaires de l'armée argentine ont aussi été récupérées, tandis que des instructeurs militaires argentins ont participé, depuis des mois, à l'entraînement des groupes paramilitaires qui devaient prendre d'assaut le local de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), la radio Fides et le palais gouvernemental lors du coup d'Etat.

UNE REPRESSION SAUVAGE

C'est, en effet, depuis le mois de janvier dernier qu'une soixantaine de civils recevaient une instruction militaire spéciale chaque nuit au quartier général de Miraflores. Ce groupe composé, entre autres, d'une dizaine d'Argentins, officiellement membres de l'armée argentine, de quatre Brésiliens et de six Nord-Américains déguisés en touristes, était sous les ordres de l'actuel ministre de l'Intérieur, le colonel Luis Arce épaulé par le colonel Rafael Loayza, agent connu de la CIA américaine et chef des services secrets de l'armée bolivienne. L'importante préparation du coup d'Etat par ces militaires argentins en relation avec l'état-major bolivien est une caractéristique particulière du putsch du 17 juillet.

Sans pouvoir donner de chiffres exacts concernant l'ampleur de la répression, il faut noter que la violence des actions anti-ouvrières s'est doublée d'un désir de terroriser la population pour anéantir sa résistance. De nombreux dirigeants ouvriers ont, comme Quiroga Santa Cruz du PS 1, été sauvagement torturés puis assassinés. Juan Lechin, dirigeant de la COB, aurait aussi été achevé à coups de pied par les militaires.

Les déclarations des membres de la junte ne laissent aucun doute sur leur volonté de décapiter le mouvement ouvrier pour mieux le soumettre. Pour cela les militaires boliviens ne reculeront devant aucune atrocité.

Le 21 juillet dernier, le ministre de l'Intérieur, Luis Arce Gomez, revendiqua, devant un groupe d'employés qu'il avait fait incarcérer, le meurtre du responsable de l'hebdomadaire indépendant *Aqui*, Luis Espinal, commis au début de cette année. S'adressant à ses prisonniers, le ministre de l'Intérieur les menaça : "J'ai tué moi-même Luis Espinal, je lui ai personnellement arraché la langue, oui... je lui ai arraché la langue et je le ferai avec n'importe lequel d'entre vous, chaque fois que j'en aurai envie".

UNE VOLONTE DE DETRUIRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Le coup de chapeau adressé par le général Meza à son "ami" Pinochet reflétait donc réellement une communauté de vues. Cela a pu paraître étonnant vu les traditions chauvines de l'armée bolivienne qui ne rêve que d'en découdre avec le Chili pour obtenir un accès à la mer. Mais les intérêts communs de lutte contre le mouvement ouvrier ont, sans doute, pris le pas sur l'attachement de la hiérarchie militaire bolivienne au vieux ciment du chauvinisme national d'antan.

Ce que la junte du général Meza partage avec ses homologues d'Argentine et du Chili, c'est évidemment la volonté

Et l'on sait, avec les précédents chiliens et argentins, toute l'horreur et la barbarie contenues dans de telles menaces. Elles signifient une chasse sans merci aux militants qui ont réussi à passer dans la clandestinité pour poursuivre le combat. Elles signifient l'utilisation d'horribles pressions morales, psychologiques et physiques sur les parents, les enfants, les proches pour les amener à dénoncer un des leurs.

LA BOLIVIE NE DOIT PAS DEVENIR LE CHILI

Malgré la résistance héroïque de larges secteurs populaires, il semble que la répression ait commencé à atteindre sérieusement, bien que de façon inégale, les organisations ouvrières et populaires. En plus des trente-cinq dirigeants arrêtés lors de l'attaque du local de la COB, et de la répression dans les centres miniers dont nous n'avons aucune nouvelle précise, on peut considérer aujourd'hui que la majorité des membres du comité exécutif de la COB sont emprisonnés, tandis que seulement deux membres de la direction du PS 1 de Quiroga ont réussi à passer dans la clandestinité.

A Santa Cruz, le camarade Felipe Caballero, dirigeant du POR-Combate et de la centrale ouvrière départementale ainsi que le leader local du MIR Guillermo Capobianco comptent parmi les dizaines de militants arrêtés.

L'ampleur et l'efficacité de cette répression, ainsi que les menaces adressées à l'endroit de tous ceux qui aideraient les militants clandestins, vont probablement être source d'une certaine démoralisation. La résistance aux putschistes a été réelle et importante, mais elle est restée largement inorganisée.

La réorganisation d'un mouvement d'opposition à la junte dans les dures conditions de la clandestinité brutalement imposées reste donc un problème éminemment difficile à résoudre. Si l'on peut dire que le mouvement ouvrier bolivien n'a pas comme le prolétariat chilien en septembre 1973 été totalement écrasé par le coup d'Etat, si l'on peut aussi espérer beaucoup des capacités de résistance d'un mouvement ouvrier confronté de multiples fois aux dictatures militaires, il faut reconnaître l'ampleur du coup porté à la lutte des masses populaires boliviennes. Il s'agit surtout d'être à même d'en déduire l'importance des tâches de solidarité qui nous échoient pour desserrer l'étau de la dictature et l'empêcher de pousser plus avant sa politique de destruction du mouvement ouvrier.

Vincent Kermel



Lidia Gueiler, présidente destituée par la junte militaire (photo du haut : au centre le chef de l'armée Garcia Meza, principal dirigeant du putsch).

de détruire le mouvement ouvrier. Cette hystérie destructrice s'est exprimée de façon particulièrement violente dans les propos du ministre de l'Intérieur parus dans l'organe de presse de la junte, *El Diaro*, du 23 juillet. Luis Arce y affirme que "le gouvernement conduira sans relâche l'arrestation de tous les extrémistes afin que le peuple puisse vivre en paix et dans la prospérité". Rappelant que "tous les bons Boliviens" devront "y mettre du leur" et que "tous ceux qui croient au chaos et à l'anarchie" devront changer d'attitude, "afin d'éviter que leurs familles souffrent et passent de mauvais moments comme conséquence des mesures qu'adopteront les autorités pour garantir la tranquillité de la population", Luis Arce Gomez lança le terrible avertissement suivant : "J'affirme que ce sont les parents, les enfants et les épouses de ces délinquants subversifs qui auront à souffrir des conséquences de leur irresponsabilité et de leur désir d'affronter les Boliviens".



L'une des cibles du coup d'Etat : le syndicat des mineurs de Siglo XX.

MOUVEMENT OUVRIER

SOLIDARITE AVEC LA RESISTANCE DES MASSES BOLIVIENNES !

Les généraux boliviens ont déclenché un nouveau coup d'Etat qui a amené au renversement de Lidia Gueiler et à la formation d'un gouvernement militaire sous la présidence du général Garcia Meza.

Début novembre de l'année passée un coup analogue avait été organisé par Natusch Busch. Mais, après un succès éphémère et le départ de Guevara Arce, Busch avait dû renoncer à son aventure — condamnée y compris par une partie de l'armée et presque unanimement à l'échelle internationale — face à la riposte massive du mouvement des masses.

Garcia Meza avait participé à l'opération de Busch qui l'avait nommé commandant de l'armée de terre. Destitué quelques jours après sa désignation, il avait toutefois imposé à la présidente Gueiler de nommer au poste de responsabilité qu'il avait dû abandonner le "dur" Rocha à la place du "modéré" Villaroel. Au mois de mai dernier il avait repris ses fonctions. Deux mois lui ont été suffisants pour mettre au point le mécanisme d'un nouveau coup qu'il avait de toute évidence conçu dès le lendemain de l'échec de Busch.

L'opération a été préparée cette fois plus soigneusement y compris avec la participation de "conseillers" argentins et en fait aucune division apparente ne s'est manifestée au sein des forces armées. Cette unité de l'armée, combinée à la rapidité avec laquelle les militaires ont pu arrêter de nombreux dirigeants des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et en assassiner certains, a rendu possible le succès du coup, malgré une grève générale très suivie et une résistance populaire courageuse, qui une semaine après n'avait pas encore été étouffée dans les régions minières.

Le but proclamé des golpistes était d'éviter que n'arrive à la présidence, après un vote du parlement, le représentant de la gauche du MNR, Hernan Siles Suazo. Déjà en 1978 et en 1979 les élections générales n'avaient abouti à aucun résultat, respectivement à la suite de leur annulation à cause des fraudes et du coup du général Pereda et de la destitution rapide de Guevara Arce. Cette fois les généraux sont intervenus encore plus directement et durement et ils ont repris le pouvoir dans leurs mains en se reliant à la tradition réactionnaire de Barrientos et de Banzer.

Siles Suazo représente l'aile modérée de la bourgeoisie, favorable à l'"institutionnalisation" et à une normalisation des rapports avec les syndicats et les organisations politiques ouvrières. Il ne constituait en lui-même aucun danger pour les classes dominantes indigènes ni pour l'impérialisme, qui justement ne voulait pas que son avènement à la présidence soit empêché et a jusqu'à présent condamné ouvertement le coup. Mais les généraux craignaient évidemment qu'il ne puisse pas offrir de garanties suffisantes de contrôle et de canalisation du mouvement de masse, avec le recours à la répression si nécessaire, à une étape où la situation économique catastrophique ne permet pas d'envisager des concessions tant soit peu sérieuses.

L'attaque a été lancée avec une violence extrême, les victimes sont déjà nombreuses et une répression encore plus brutale menace les mineurs qui sont encore une fois l'avant-garde d'une résistance héroïque. Le stade de La Paz, rempli de prisonniers, évoque des souvenirs de mauvais augure pour les militants ouvriers et les défenseurs des droits démocratiques.

Le nouveau coup indique encore une fois les limites étroites de l'"institutionnalisation" préconisée par des secteurs des classes dominantes et de l'impérialisme, et la précarité de toute restauration des droits démocratiques aussi longtemps que les appareils de répression de la dictature ne sont pas démantelés. Il confirme de la façon la plus dramatique que la classe ouvrière et les masses paysannes ne peuvent compter que sur leur organisation généralisée et centralisée et leurs organes d'autodéfense pour défendre leurs droits démocratiques et leurs intérêts les plus élémentaires, et éviter d'être périodiquement les victimes désarmées de la férocité des classes dominantes.

Il faut malheureusement constater que les multiples leçons du passé n'ont pas donné de fruits. Le coup était



Le peuple bolivien, désarmé devant les chars de l'armée, risque de subir une répression sans précédent.

prévisible et en fait tout le monde l'attendait. Malgré cela, il n'y a pas eu la préparation nécessaire pour le contre-carrer avec succès. La COB avait joué, au cours de la dernière année notamment, un rôle important. Mais elle était sous l'influence prépondérante de dirigeants qui n'ont pas pu ou voulu assurer une centralisation effective et, en dépit des déclarations, n'ont rien fait pour organiser sérieusement l'autodéfense des ouvriers et des paysans.

Le mouvement ouvrier bolivien, durement frappé dans ses dirigeants et ses militants et menacé d'une répression beaucoup plus dure que dans le passé, par l'instauration d'un régime à la chilienne, doit pouvoir compter immédiatement sur la solidarité massive du mouvement ouvrier international. L'opération des golpistes a été si cynique et brutale que pas une seule voix ne s'est élevée jusqu'à maintenant pour leur défense et même ceux qui ont collaboré du dehors de la Bolivie n'osent pas revendiquer ouvertement leur participation. Il est encore possible d'éviter que la résistance ne soit écrasée et que les généraux ne consolident un pouvoir dictatorial réactionnaire. Les partis ouvriers, les syndicats, les comités de défense des droits démocratiques doivent se mobiliser sans délai dans tous les pays et s'associer partout aux protestations qui ont déjà été organisées par l'occupation d'ambassades boliviennes et d'autres initiatives similaires.

Il faut exiger la cessation immédiate de toute action de répression. Il faut exiger la libération de tous les prisonniers politiques et la garantie du plein fonctionnement démocratique de toutes les organisations du mouvement ouvrier !

Aucun pays ne doit reconnaître le président imposé par les armes ! Le nouveau gouvernement ne doit recevoir aucune aide militaire ni économique !

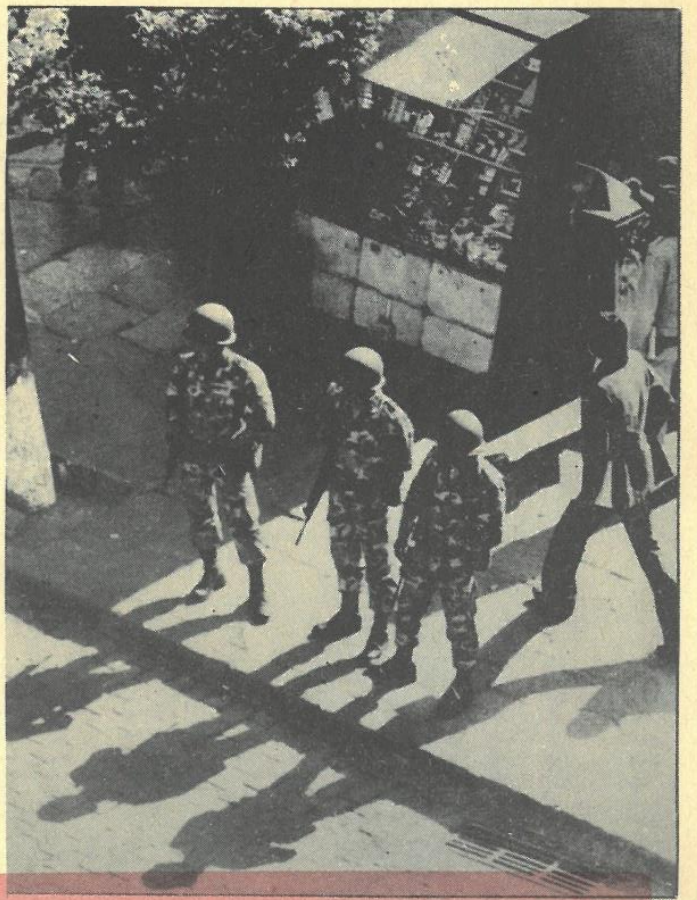
Assurons notre solidarité à tous les Boliviens qui sont obligés encore une fois de prendre le chemin de l'exil !

Contre la dictature militaire de Garcia Meza !

Solidarité avec la classe ouvrière et la paysannerie boliviennes !

21 juillet 1980

Le Bureau du Secrétariat unifié
de la IV^e Internationale



L'HYPOCRISIE CYNIQUE DE L'IMPERIALISME

Le Département d'Etat américain "condamne, regrette" le coup d'Etat en Bolivie et les USA suspendent une partie de leur aide.

En Suisse, le Conseil fédéral, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, le social-démocrate Pierre Aubert, considère que "l'ensemble de la coopération au développement avec la Bolivie doit être réexaminée" pour cause de violation des droits de l'homme (24 Heures, 16. 8. 1980).

Diable ! Ces deux gouvernements impérialistes — d'ordinaire bien moins regardants en ce qui concerne les droits de l'homme — se mettraient-ils à se préoccuper du sort des masses boliviennes ?

Evidemment non. Mais le président Carter s'engage dans une campagne électorale difficile où toutes les voix seront bonnes à prendre, y compris celles des naïfs qui avaient cru à son offensive — démagogique et anticommuniste — sur les droits de l'homme. Sous cet aspect, le problème des généraux boliviens est bien, comme le relevait Le Monde diplomatique d'août "de tenir jusqu'aux élections américaines". Après, entre gens de bonne compagnie n'est-ce pas, on finira bien par s'entendre...

Cependant, ce qui détermine l'attitude réticente de l'impérialisme, c'est qu'il doute de la capacité des généraux à pouvoir vraiment écraser durant longtemps toute résistance ouvrière et populaire. D'où sa prudence relative, qui n'a rien à voir avec un désaccord fondamental. Car les USA, par exemple, étaient parfaitement au courant des préparatifs du coup d'Etat, comme ils connaissent aussi l'aide apportée par la dictature argentine. Un des porte-parole du Département d'Etat n'a-t-il pas déclaré que les Etats-Unis avaient fait plusieurs démarches auprès de l'Argentine "avant et depuis le coup d'Etat" (Le Monde, 16. 8. 80, nous soulignons) pour l'informer de leur inquiétude à propos de sa complicité ?

Du reste, l'impérialisme dispose d'armes suffisantes pour mettre à genoux les généraux boliviens, s'il le voulait réellement. Les Etats-Unis et le Marché Commun contrôlent aussi bien le marché de l'étain — vital pour la Bolivie — que le crédit international. Quand on connaît avec quelle efficacité ils s'en prirent au gouvernement de l'Unité populaire au Chili, par le biais de la spéculation sur le cuivre et des crédits internationaux, leurs "regrets" et leurs "suspensions d'aide" ne font que mieux ressortir leur complicité dans la répression qui frappe les masses boliviennes aujourd'hui.

Et lorsque nos ministres pensent pouvoir donner le change en évoquant, avec des trémolos dans la voix, les droits de l'homme en Bolivie, leur cynisme n'en est que plus hideux !

Leur petite comédie ne trompera pas grand-monde et n'empêchera aucun militant anti-impérialiste d'exiger du gouvernement suisse qu'il rompe immédiatement toutes ses relations diplomatiques et économiques avec les putschistes boliviens !

Ptt.

La vague de grèves qui secoue la Pologne depuis le début de juillet est la plus importante depuis 1945. En décidant, le 1^{er} juillet, d'augmenter le prix de la viande, la bureaucratie a provoqué une réaction en chaîne des travailleurs qui ont obligé le gouvernement à reculer et à accorder d'importantes hausses de salaires. Mais la crise est plus profonde et, au travers de ces luttes, la classe ouvrière polonaise est en train de réorganiser ses rangs, indépendamment du pouvoir bureaucratique, ainsi qu'en témoigne la revendication de dissolution du Conseil central des syndicats avancée par les travailleurs des chantiers navals de Gdansk.

POLOGNE :

LA BUREAUCRATIE SECOUÉE PAR LES GRÈVES



Ce n'est pas la première fois qu'une hausse de prix provoque une riposte de la classe ouvrière polonaise ! Gierk a déjà accédé à son poste après l'échec de son prédécesseur, Gomulka, qui avait dû céder à la grève des ports de la Baltique, en 1970/71, contre la hausse des produits alimentaires.

La bureaucratie comptait cependant, à cette époque, pouvoir restaurer son équilibre en misant sur une industrialisation rapide, appuyée sur l'extension du commerce avec les pays capitalistes. Effectivement, la croissance industrielle fut rapide; mais la crise économique du capitalisme, rétrécissant d'un coup les marchés sur lesquels les produits polonais étaient en outre peu concurrentiels, a mis fin à ce rêve, laissant de plus une dette extrêmement lourde sur le dos de l'économie polonaise. Enfin, la production agricole connut une croissance très faible.

Face à ces difficultés, la bureaucratie cherche, depuis 1976 déjà, à imposer une politique d'austérité, spécialement par la hausse des prix sur les denrées alimentaires. La révolte des ouvriers d'Ursus et Radom, en 1976, avait une première fois empêché la hausse du prix de la viande. En voulant l'imposer cette fois, la bureaucratie a provoqué une riposte plus large encore.

Les travailleurs s'organisent

Mardi 1^{er} juillet, c'est à nouveau aux Ateliers Mécaniques d'Ursus (production de machines agricoles, 15 000 ouvriers) que débute la grève. Le lendemain, elle s'étend aux 3 500 travailleurs de l'entreprise Polmo de Tczew près de Gdansk, aux deux centres de l'entreprise WSK (20 000 travailleurs) à Mielec et Swidnik, au département K 1 du chantier naval de Gdansk, au complexe sidérurgique Huta Warszawa près de Varsovie, etc...

En deux jours, les travailleurs obtiennent non seulement le recul sur la hausse des prix, mais des augmentations de salaires de 7 o/o à 10 o/o. Plus intéressant encore est le processus d'organisation des travailleurs en commissions ouvrières, indépendantes de la direction. Le journal d'opposition *ROBOTNIK* (L'Ouvrier, numéro 57, 12 juillet 80) raconte ainsi l'expérience la plus avancée sans doute, à Ursus : "En présence d'un dirigeant local du parti, le comité de grève a présenté les revendications des grévistes :

1. Augmentation de la prime pour travail dans des conditions dangereuses pour la santé, de 0,1 à 1,5 zlotys de l'heure;

2. Création d'une prime de 10 o/o pour le travail en seconde équipe;

3. Augmentation des salaires de façon à compenser la hausse des prix, introduction de l'échelle mobile.

Les grévistes ont donné deux heures à la direction pour répondre.

Passé ce délai, le directeur assisté des directeurs de département a fait son apparition. Ils commencèrent comme d'habitude par des menaces. En réponse, les travailleurs ont rajouté une revendication : que la direction signe un engagement écrit de ne pas réprimer les grévistes. Le directeur promit et appela à la reprise du travail. Il annonça que la direction était prête à examiner en détail les revendications, plus tard, si le travail reprenait. C'était le moment crucial. Les grévistes ont tenu bon et la direction changea de tactique. Elle accepta de négocier, posant comme seule condition que le comité de grève change de nom pour que le terme "grève" n'apparaisse pas. Les travailleurs ont accepté et c'est ainsi que le comité a pris le nom officiel de "commission ouvrière". Les discussions commencèrent.

En attendant leur issue, les travailleurs ont commencé les préparatifs pour couper l'eau chaude, menaçant de paralyser tous les départements si les discussions n'aboutissaient pas. De temps en temps, un des délégués sortait et informait les travailleurs du déroulement de la négociation. (...)

Finalement la direction s'engagea à satisfaire les revendications 1 et 2 dans la semaine et la revendication 3 avant le 15 février suivant."

Une réaction en chaîne

La bureaucratie cède rapidement, espérant endiguer les grèves, puis réintroduit la hausse des prix dès le 8 juillet. Cette fois, les grèves se suivent en chaîne dans presque toutes les entreprises importantes du pays. Partout, les travailleurs ont le sentiment qu'ils peuvent gagner. Un indice de cette combativité est donné par cette réaction des ouvriers de FSO Zeran, le "Billancourt polonais" où sont fabriquées les Fiat-Polski (22 000 ouvriers). Le 11 juillet, voulant prévenir la grève, la direction accorde 10 o/o d'augmentation et renvoie les travailleurs chez eux bien que les vacances ne commencent que le 14. Malgré cela, les ouvriers reviennent le samedi occuper l'entreprise pour que l'augmentation soit accordée sous forme de prime intégrée au salaire de base. Et ils l'obtiennent ! Dès le 9 juillet, à Lublin, avec la grève des chemins puis des transports publics, la grève touche toutes les entreprises de la ville. Pendant quelques jours, il n'y a même pas eu de pain, les boulangers s'associant au mouvement, et les autorités ont dû faire appel à l'armée pour assurer l'approvisionnement.

C'est devant cette révolte ouvrière que la presse officielle finit par admettre que "les exigences des travailleurs sont justifiées" ! Même le très stalinien B. Rolinski, rédacteur en chef du quotidien officieux *Zycie Warszawy*, s'est cru obligé d'écrire : "Les ouvriers ont non seulement le droit, mais aussi le devoir d'éliminer les irrégularités et les bar-

rières bureaucratiques dans les entreprises, de critiquer ce qui freine la production, de contrôler la réalisation des plans de production ainsi que la répartition du fonds des salaires et des primes". Comme si cela n'allait pas de soi dans un régime socialiste ! Et il ajoute que les grèves, même si elles sont rares, sont en fait un phénomène normal. Le KOR (Comité d'Autodéfense Sociale) rappelle néanmoins que l'article 52/1 du Code du Travail permet le licenciement pour fait de grève et réclame son abrogation.

Syndicats indépendants et opposition politique

Le fait sans doute le plus marquant de cette vague de grèves est la forte poussée à l'organisation indépendante des travailleurs dans les entreprises. Comme dans la presque totalité des cas les syndicats officiels sont du côté de la direction (conçus qu'ils sont, par la bureaucratie, comme organes servant à faire respecter l'ordre de la production), la tendance spontanée des travailleurs est de recréer leurs propres organes de défense, sous forme de comités de grève élus ou de commissions ouvrières. Ce trait a déjà marqué les grèves de 1970/71, comme d'ailleurs toutes les mobilisations ouvrières dans les "Pays de l'Est". Cette vague de grèves met à l'ordre du jour la lutte pour des syndicats indépendants qui ne soient pas seulement des groupes minoritaires mais de réels organes de masse.

Cependant, l'histoire des luttes antérieures montre que la bureaucratie, pour sauvegarder l'essentiel (son contrôle sur l'appareil d'Etat), est prête à concéder pendant un certain temps des droits à de telles structures directement élues par les travailleurs. Après les grèves de 1970/71, elle s'était engagée au "dialogue" avec les travailleurs, isolant progressivement les éléments combattifs dans les syndicats officiels. Manifestement, en reconnaissant la légitimité des revendications ouvrières, la bureaucratie cherche à gagner du temps et répéter l'opération. Un responsable du Bureau Politique, J. Lukaszewicz, ne vient-il pas d'affirmer que les syndicats n'avaient en effet "pas représenté les intérêts authentiques des travailleurs", prônant l'intégration des comités de grève dans les comités d'entreprise ?

Néanmoins, cet effort de la bureaucratie pour limiter les effets politiques de la grève risque d'être plus compliqué que par le passé. Premièrement, parce que la situation économique reste difficile, les hausses de salaires risquant de se trouver rapidement résorbées si la hausse des prix se poursuit (à cet égard l'échelle mobile des salaires, revendiquée à Ursus, est une revendication très significative). Ensuite, parce qu'une opposition politique et démocratique plus large s'est formée, depuis quelques années. Le KOR, qui s'était formé en défense des travailleurs réprimés de 1976, et qui tendait à s'orienter plutôt vers l'Eglise (vu sa force sociale encore importante en Pologne), s'est affirmé comme le principal porte-parole des travailleurs dans ce mouvement de grèves. Son journal *ROBOTNIK*, bimensuel, est tiré à 30 000 exemplaires. Si cette opposition parvient à s'affirmer comme une direction politique, pour un réel socialisme fondé sur l'auto-gestion ouvrière, démocratiquement centralisée dans l'économie et l'Etat, le mouvement de grèves et d'auto-organisation des travailleurs polonais pourrait ébranler plus durement encore le pouvoir bureaucratique.

Rivière



Queue devant une boucherie de Gdansk : les problèmes d'alimentation, qui est insuffisante et trop chère, sont à l'origine des difficultés actuelles de la bureaucratie.

Pour en savoir plus, lisez INPRECOR no 78, 29 mai 80. Une analyse économique d'E. Mandel : "Tensions et crise en Europe orientale". no 82/83, 31 juillet 80. Dossier Pologne avec des documents du KOR.

AFRIQUE DU SUD :

TRAVAILLEURS ET ECOLIERS DEFIENT LE REGIME RACISTE

La victoire électorale du ZANU-PF de Mugabe en mars au Zimbabwe a représenté une modification décisive du rapport de forces entre classes à l'échelle de l'Afrique australe. La chute du régime rhodésien, dernier Etat tampon pour la minorité blanche a eu un effet profond sur la radicalisation et la mobilisation des masses noires sud-africaines, comme lors de la victoire du Frelimo au Mozambique en 1975, mais avec un degré supérieur de mobilisation. Cette fois-ci la bourgeoisie sud-africaine est confrontée à la guérilla à l'intérieur de ses frontières. Les luttes ouvrières et de la jeunesse, elles aussi, prennent un essor sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir du Parti Nationaliste Afrikaaner en 1948.

Une bourgeoisie divisée

Alors que l'économie sud-africaine connaît depuis le début des années 70 les manifestations universelles de la crise capitaliste — chômage, inflation et récession se combinant avec de brèves périodes de croissance —, la hausse vertigineuse du prix de l'or a incité certains secteurs bourgeois à prédire une croissance du PNB de 6 o/o. Le patronat sud-africain reste plus prudent en prévoyant une croissance du PNB de 4,5 o/o, et ceci à deux conditions : a) que la vague de grèves actuelle diminue et b) que les 120 000 postes de techniciens actuellement vacants dans le commerce et l'industrie soient occupés. En effet, la politique de "réservation des emplois" pour les blancs a abouti à la situation paradoxale où 2 millions de chômeurs noirs côtoient 120 000 emplois libres. Une contradiction explosive parmi d'autres pour le capitalisme sud-africain, d'où la volonté de l'Etat raciste d'ouvrir une petite porte à certains secteurs noirs privilégiés par des réformes mineures. Ainsi le premier ministre P. Botha introduisit l'idée d'une réforme constitutionnelle qui permettrait une représentation des populations métisse et asiatique dans les instances du parlement blanc minoritaire. Cette proposition, véritable farce, a été massivement rejetée par les populations concernées. Une autre réforme fut l'abrogation de l'illégalité des syndicats noirs. Cependant, à l'intérieur du Parti Nationaliste au pouvoir, de telles réformes, aussi timides soient-elles, risquent bien de créer une scission entre les "verliges" (modérés) et les "verkrampes" (rigides). Pour maintenir à tout prix l'unité des blancs face à la montée de la lutte des masses africaines, Botha a dû mettre de l'eau dans son vin. Le développement des syndicats noirs depuis les luttes de 1972/73 a vite été confronté aux limites de ces réformes. Il est devenu évident que l'intention de Botha était d'intégrer les travailleurs noirs à la confédération syndicale dominée par les syndicats blancs, la TUCSA. Une nouvelle confédération mixte à prédominance noire, la FOSATU, qui comptait 45 000 membres lors de sa création en 1979, a été frappée d'une interdiction de recevoir des fonds des fédérations internationales. Les syndicats mixtes obtiennent beaucoup plus facilement la reconnaissance

officielle que les syndicats "non-blancs". Lors des grandes grèves de cette année, le patronat a clairement refusé de reconnaître les syndicats comme interlocuteur — preuves en sont les licenciements massifs des travailleurs revendiquant l'exercice de droits syndicaux élémentaires (4 000 chez Volkswagen, 600 chez Colgate, 6 000 chez FRAME).



La jeunesse, baromètre des luttes

La jeunesse noire (plus exactement africaine, métisse et hindoue) a été, par son boycott généralisé des écoles, à l'avant-garde des luttes ces derniers mois. Parti des bidonvilles métis du Cap, il s'est étendu dans toutes les autres villes du pays, aussi bien dans les écoles métisses que les écoles noires, dépassant les divisions créées par l'Etat raciste. Très vite après le premier boycott à Hanover Park (Cap) en février, un comité ad hoc comprenant des élèves de 81 écoles ainsi que des enseignants et des parents d'élèves s'est créé. Ce comité revendique l'abolition du système d'éducation, populairement appelée "gutter education" (éducation digne des égouts), et a avancé les revendications suivantes :

- la gratuité de l'écologie et des livres,
- la suppression des uniformes scolaires (obligatoires),
- l'interdiction des punitions corporelles,
- l'augmentation des effectifs d'enseignants et des salaires,
- la reconnaissance des conseils d'élèves.

Des tracts distribués régulièrement dans les écoles ont montré que les élèves considéraient leurs revendications spécifiques comme étant liées à celles des travailleurs en général. Ils disaient :

"Nos parents sont obligés de travailler car le prix du pain augmente. Les livres d'écoles ne sont pas gratuits. Les loyers et les impôts augmentent. Ils n'ont rien à dire. Solidarité travailleurs — écoliers — parents !", et aussi : "L'éducation raciste divise les écoliers, travailleurs de demain. L'éducation que

nous recevons fournit une main-d'œuvre bon marché aux capitalistes".

Pendant les mois de mars à juillet (actuellement des centaines d'écoles sont encore fermées), les participants au boycott se sont multipliés (10 000 à Athlone, 2 000 à l'Université du Natal, 6 000 à Wentworth, 800 à Kimberly, etc...). A la fin du mois d'avril, la presse sud-africaine estimait à 130 000 le nombre des étudiants prenant part au boycott; dans bien des endroits des manifestations se déroulèrent, débouchant souvent sur des confrontations violentes avec la police sud-africaine. Il y eut des dizaines de morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations. La peur des blancs face à la détermination des écoliers s'est traduite par des réactions hystériques, comme par exemple l'interdiction du tube des Pink Floyd "We don't need no



Manifestation d'infirmières noires et métisses.

education", chanson qui avait été chantée par 10 000 manifestants dans les rues du Cap.

La montée des luttes ouvrières

Depuis la vague de grèves de 1972/73, il n'y avait pas eu de mobilisations aussi massives des travailleurs, et cette fois les revendications salariales sont liées à l'exigence de la reconnaissance des syndicats. Comme en 1972, les grèves commencèrent dans les grands centres industriels de Port Elizabeth, Uitenhage et Durban. 4 000 ouvriers de Volkswagen se sont mis en grève en mi-juin en revendiquant des augmentations de salaires de 100 o/o (pour atteindre le salaire minimum). Tous les grévistes furent licenciés et l'usine fermée. 3 jours plus tard, 10 000 travailleurs de 11 autres usines d'automobiles dans la région entraient en grève, paralysant complètement la production chez Ford, General Motors, Goodyear, etc... ! Les 4 000 travailleurs de VW furent réengagés, le patronat ayant pris conscience du danger d'une généralisation de la grève. Chez Ford, alors que les directions syndicales acceptaient une augmentation salariale de 20 o/o, les travailleurs poursuivirent leur action et refusèrent l'offre patronale. En mi-juillet, les grèves se sont apaisées, mais le climat dans la région reste explosif. Au Cap, 800 ouvriers des abattoirs et chambres froides furent licenciés en février lors d'une grève déclenchée pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat. La fédération syndicale du Cap (WPGWU) organisa, en soutien aux travailleurs licenciés, un boycott de la viande qui fut massivement suivi et les travailleurs furent réengagés. Au Cap et à Johannesburg des dizaines de grèves eurent lieu, témoignant d'une politisation croissante et généralisée. Tout récemment, le 24 juillet, 10 000 employés de la ville de Johannesburg se mirent en grève. 1 260 furent licenciés immédiatement et des centaines d'autres rapatriés de force dans les bantoustans, dans des bus escortés par la police. Le président du syndicat fut arrêté. A SASOL III, cible des récents sabotages revendiqués par l'ANC, 3 personnes ont été tuées par la police. Ce qui provoqua des émeutes et le lock-out de 18 000 travailleurs pendant une semaine.

En appelant à créer des syndicats indépendants des organisations corporatistes, les enseignants et les infirmières blancs ont récemment adressé à l'Etat des revendications d'augmentation salariale et d'amélioration de conditions de travail. Les enseignants n'ont pas eu d'augmentation depuis le début de la crise et il y a un tel manque d'effectifs dans les hôpitaux que l'horaire hebdomadaire est en moyenne de 60 heures. Ainsi, une faille s'est ouverte dans le pouvoir blanc, et les travailleurs blancs, au lieu de se retourner contre les travailleurs

noirs, comme ils le faisaient traditionnellement, se sont retournés contre l'Etat.

Toutes ces luttes ont démontré que dans un pays sans aucune tradition de négociation entre patrons et syndicats, toutes les mobilisations syndicales tendent vers une confrontation politique ouverte. Toutefois, même si la situation actuelle semble particulièrement explosive, on ne peut supposer que le renversement de l'Etat raciste est proche et inéluctable. Le régime dispose en effet de capacités militaires et policières parmi les plus puissantes du continent africain et a déjà démontré par le passé qu'il n'hésitait pas devant des massacres à grande échelle. L'ordre donné récemment par le ministre de la police L. le Grange, "tirez pour tuer" (cf. la Brèche no 234/235), s'inscrit dans la droite ligne de cette tradition.

En outre l'absence d'organisation actuellement capable de diriger les masses sud-africaines et la répression systématique de toute organisation naissante rend la tâche des révolutionnaires en Afrique du Sud difficile. C'est à la construction d'un parti de la classe ouvrière indépendant qu'ils doivent oeuvrer. Dans le reste du monde, les militants anti-impérialistes doivent continuer la lutte pour l'isolement économique de l'Afrique du Sud, dénoncer la répression, aider financièrement les syndicats naissants et développer un mouvement de solidarité internationale.

Robert Wilson

LISTE DES SIGLES

ZANU - PF : Zimbabwe African National Union - Patriotic Front / Union nationale africaine du Zimbabwe - Front Patriotique. Créée en 1963 et dirigée par Robert Mugabe, la ZANU est l'organisation nationaliste noire du Zimbabwe qui défend les options les plus radicales.

FRELIMO : Front de libération du Mozambique, qui accédera au pouvoir en juin 1975, date de l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise. Dirigé, entre autres, par Samora Machel, le Frelimo apporta son soutien à la ZANU-PF.

SASOL III : une des unités de production de l'usine de pétrole de Sasolburg, sabotée début juin par un commando de l'ANC.

ANC : African National Congress. Organisation nationaliste noire traditionnelle, actuellement dirigée par le Parti communiste sud-africain.

WPGWU : Western Province General Workers Union.

Le problème de la malnutrition et de la famine dans le monde peut se résumer par deux affirmations, qui n'ont de paradoxal que l'apparence :

1. Le phénomène n'est ni de nature agricole, ni démographique, ni climatique, mais découle de facteurs presque exclusivement politiques, et qui plus est, consciemment orchestrés par quelques poignées d'hommes qui commandent aux Etats et à leurs grands valets, en contrôlant le marché mondial.
2. Dans presque tous les cas, la quasi totalité de l' "aide" accordée par les pays capitalistes aux pays sous-développés n'a d'autre fonction que le rapport de profit et d'autre conséquence que l'accroissement de la misère.

La faim dans le monde :

AU BENEFICE DU CAPITAL

I Famine et gaspillage organisés

Les chiffres de la famine, cruels en soi, ne trouvent toute leur signification politique qu'au moment où on les confronte à ceux des inégalités entre le "Nord" et le "Sud", à ceux du gaspillage organisé et des potentialités agricoles inexploitées.

"Ces dernières années, le monde a produit environ 1 300 millions de tonnes de céréales et les pays développés en ont consommé la moitié, alors qu'ils ne représentent qu'un quart de la population mondiale." (SG)

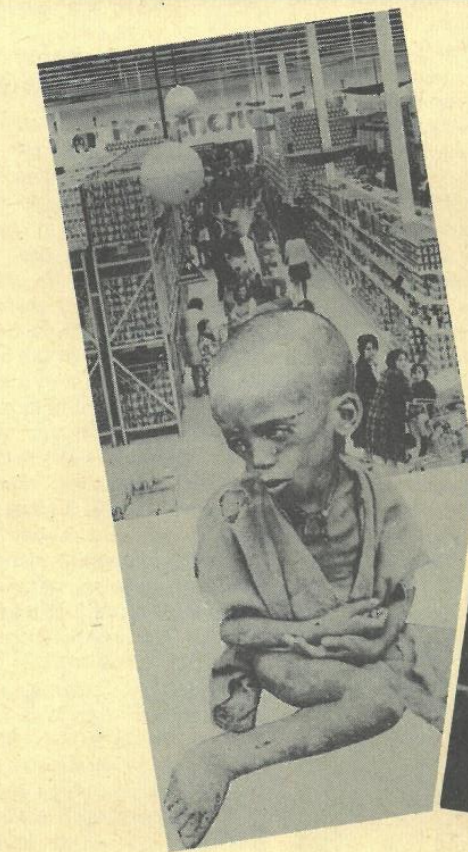
Il n'y a pas, à proprement parler, de "pays affamés" mais seulement des couches sociales miséreuses à l'intérieur de chaque nation, comme il y a des pauvres en Suisse ou aux Etats-Unis. Au nord-est du Brésil ou en Inde, par exemple, les plus défavorisés ne disposent que d'environ mille calories par jour, alors que les riches de ces mêmes populations en consomment 3 à 4 fois plus.

"Dans les pays peu développés, les Nations Unies ont estimé que 460 millions de personnes (dont 330 millions en Asie non communiste et 65 en Afrique) ne disposaient pas en 1970 d'un apport énergétique leur permettant d'assurer leur 'dépendance d'entretien'" (L'apport nécessaire se situe pour un homme jeune autour de 2 000 calories.) (OCDE)

Les conséquences de cette situation ne sont pas seulement la mort (dans le monde "libre", une personne sur huit meurt littéralement de faim), mais la maladie et le sous-développement mental : "70 o/o des individus meurent de maladies parasitaires ou infectieuses auxquelles la faim fournit un terrain favorable, alors qu'en France 70 o/o des décès sont dus à des maladies cardio-vasculaires" (SG). En outre, des enquêtes ont montré, chez les populations affamées, un net sous-développement mental et l'amoindrissement du "potentiel génétique" des individus, qui se transmettra à leur descendance. Les enfants sous-alimentés (plus de 50 o/o des populations pauvres) seront dès lors incapables d'avoir un emploi productif et condamnés dès la naissance à gonfler les rangs du lumpenprolétariat.



Georges André, PDG de la maison lausannoise André SA, l'une des sept reines qui se partagent la totalité du marché mondial des céréales.



Les animaux, quant à eux, se portent bien. Sans parler des 2,1 milliards de dollars dépensés en 1974 par les Américains pour nourrir leurs chats et leurs chiens (SG), on constate que dans les pays à économie de marché les animaux consomment presque autant de céréales que les humains.

	Consommation de céréales 1970	Evolution de la demande 1980	1990
	(en millions de tonnes métriques)		
Pays développés*			
aliment. humaine	160,9	163,1	164,6
aliment. animale	371,5	467,9	565,7
Pays sous-développés*			
aliment. humaine	303,7	409,3	547,2
aliment. animale	35,6	60,9	101,9

* à économie de marché

Overseas Development Council 1979

C'est grave à double titre : on connaît, en effet, la déperdition d'énergie (de 4 à 13 unités nutritives — MD) dans le processus de transformation des céréales en viande — ce qui fait dire à certains experts que l'agriculture américaine utilise, de manière générale, plus d'une calorie d'énergie pour chaque calorie de nourriture produite (SG); c'est grave aussi, si l'on considère que le modèle de production capitaliste commence à faire tache d'huile dans certains pays pauvres qui consacrent une part croissante de leur production céréalière à l'alimentation animale.



Les chiffres du gaspillage, ceux des déchets de production et de consommation, manifestent, comme ceux de l'énergie, la véritable barbarie du système capitaliste et de ses classes privilégiées. Des millions de tonnes de vivres sont détruits par manque de prévoyance, par incurie, sont galvaudés par spéculation et vente au marché noir. Les carences des moyens de stockage, de conservation et de transport entraînent des pertes colossales.

On estime que "les pertes sur pied et après récolte des pays sous-développés représentent environ 10 o/o des récoltes de céréales" (jusqu'à 40 o/o dans certains pays) — en gros, l'équivalent de la production céréalière de l'Inde ! — et "30 à 40 o/o des récoltes de fruits et légumes". (SB)

Dans le domaine des terres arables inexploitées, il faut être prudent, car on ne peut pas rendre productifs les 2,6 milliards théoriques d'hectares cultivables dans le monde sans mettre l'environnement en danger. On pourrait néanmoins aujourd'hui augmenter de 50 o/o la superficie agricole (environ 700 millions d'hectares) pour suffire plus que largement aux besoins mondiaux, et cela à moindre frais d'investissement et sans risque de déséquilibre écologique. Ces ressources se trouvent surtout en Amérique latine et en Afrique.

A ces potentialités, le capitalisme répond par l'argument de ses profits. D'un côté, il poursuit le bétonnage de ses sols agricoles ou les laisse volontairement en friche : 1/3 des surfaces cultivées entre 1968 et 1970, pour répondre à la "crise de surproduction" des années 60 ! (SG).

"Les terres prélevées à l'agriculture pour usage non agricole pourraient atteindre 1 000 ha par an pour 1 million d'habitants", soit 10 m² par habitant jusqu'en 1990. (Estimation de l'OCDE)

De l'autre côté, il pille et détruit délibérément les terres des pays sous-développés où, comme en Indonésie, l'industrie du bois abat des milliers d'hectares de forêts, rendant en quelques années les friches abandonnées impropres à toute culture (Tages-Anzeiger, 26. 6. 1980).

C'est là d'ailleurs un processus généralisé : "En important les méthodes d'exploitation occidentales, les pays pauvres voient se multiplier les phénomènes d'épuisement des sols, d'érosion, de ruissellement, de désertification, etc.". L'irrigation peut entraîner des conséquences irréversibles : au Pakistan, par exemple, "plusieurs milliers d'hectares deviennent chaque année infertiles dans les zones irriguées à cause des remontées de salinité" (SB).

II Des "causes" qui ne sont que des prétextes

Rendements de céréales dans quelques pays témoins (moyenne 1971-73, en tonnes par hectare)

	Etats-Unis	Suisse	Inde	Argentine	Chine
Blé	2,21	4,15	1,31	1,51	1,19
Riz	5,12	—	1,72	—	3,14

OCDE — USP)

Les inégalités très marquées des rendements entre le "Nord" et le "Sud" proviennent avant tout d'une distribution inégale des agents de production. Dans les pays du "Tiers Monde" plus que partout ailleurs, cette inégalité de distribution est un facteur de discrimination sociale et de paupérisation. En effet, les petits cultivateurs des pays sous-développés, trop pauvres pour acheter machines et engrais, doivent céder leur terre à un gros propriétaire qui va les embaucher comme main-d'oeuvre ou les abandonner au chômage.

"La faim qui frappe les familles coupées des ressources traditionnelles du village n'est pas le résultat d'une mauvaise récolte, mais celui du chômage." (SG)

Première conclusion : L'introduction des méthodes de production capitalistes dans l'agriculture des pays sous-développés entraîne systématiquement un accroissement de la pauvreté rurale.

Or ce sont, statistiquement parlant (et les différences des rendements entre la Suisse et les Etats-Unis le montrent dans une certaine mesure même à ce niveau) les plus grandes exploitations qui produisent relativement le moins de nourriture, car le petit exploitant consacre à son lopin toute son énergie et "la terre le lui rend bien" — jusqu'à 14 fois plus dans certains pays d'Amérique latine (SG). D'autre part, il est de règle chez les latifundiaires d'investir aussi peu que possible sur leurs gigantesques domaines. Deuxième conclusion : Le pouvoir économique des gros propriétaires terriens et les structures sociales qui lui sont liées dans les pays pauvres sont la cause essentielle des trop faibles augmentations de rendement. (Regardez la Chine ou le Vietnam du Nord avec d'autres structures socio-économiques !)

L'argument de la démographie galopante est un sophisme que la bourgeoisie utilise pour masquer le fiasco de son système politique.

Quatre pays d'Asie qui nourrissent décemment leur population disposent du plus petit nombre d'hectares par habitant, tandis que des pays connus pour leurs famines chroniques * ont une moindre concentration :

Nombre d'hectares de terre cultivable par habitant		
Chine	0,13	* Inde 0,3
Nord-Vietnam	0,1	* Pakistan 0,4
Corée du Sud	0,07	* Bangladesh 0,16
Taiwan	0,06	* Indonésie 0,15
(SG)		

En outre, une enquête menée dans 7 pays du Sud asiatique révèle ces dernières années une croissance de la production céréalière supérieure à celle de la population (sauf au Bangladesh) et une diminution parallèle des revenus des plus pauvres.

Troisième conclusion : "Les arguments selon lesquels la pauvreté en Asie est due à une pénurie globale de denrées alimentaires ou au fait que l'augmentation de la production ne peut suivre le rythme de la croissance démographique sont insoutenables." (SB)

(Il faut rappeler, en marge de ce chapitre, qu'une forte natalité représente pour les pauvres une garantie pour leurs vieux jours : les enfants qui subviennent aux besoins de leurs parents trop âgés, c'est la sécurité sociale des populations miséreuses — une pièce à verser au dossier de la contraception dans le "Tiers Monde".)

Dernière tarte à la crème de l'intoxication bourgeoise en matière agricole : les calamités climatiques. Certes, il y a de meilleures années que d'autres (une diminution de 3 degrés de la température annuelle moyenne au Canada et en URSS pourrait entraîner une baisse de 50 o/o de la production de blé dans ces pays), mais il y a surtout de meilleures et de mauvaises explications politiques. Au milieu des années 70, la bourgeoisie internationale — confrontée à la récession — et ses experts, y compris ceux de l'ONU, ont voulu voir dans les aléas climatiques et les récoltes désastreuses de 1972 la cause de la pénurie alimentaire mondiale. Or, "à part 1971, 1972 fut la meilleure année de récolte jamais enregistrée" (SG).

Au Bangladesh, en dépit des inondations de 1974, on estime qu'il y avait une quantité suffisante de riz pour nourrir le pays entier pendant un tiers de l'année. Mais les sinistrés étaient trop pauvres pour en acheter et le riz passait en contrebande en Inde où il était vendu plus cher.

Un rapport du "National Geographic" américain sur la crise alimentaire déclare ce qui suit en faisant état de photographies du Sahel : "... une île verte en forme d'héxagone au milieu de la mer de sable du Sahel. Une enquête a révélé qu'il s'agissait d'un ranch moderne de 100 000 hectares, protégé du désert par des clôtures de fil de fer barbelé. A l'intérieur, d'autres clôtures divisent le ranch en cinq secteurs, le bétail ne pais-



sant que dans un seul secteur à la fois. Bien que le ranch ne soit en place que depuis sept ans, la rotation des pâturages a permis d'éviter la progression du désert" (SG).

Exportations agricoles du Sahel pendant la famine de 1971-1973 (moyennes des huit pays)

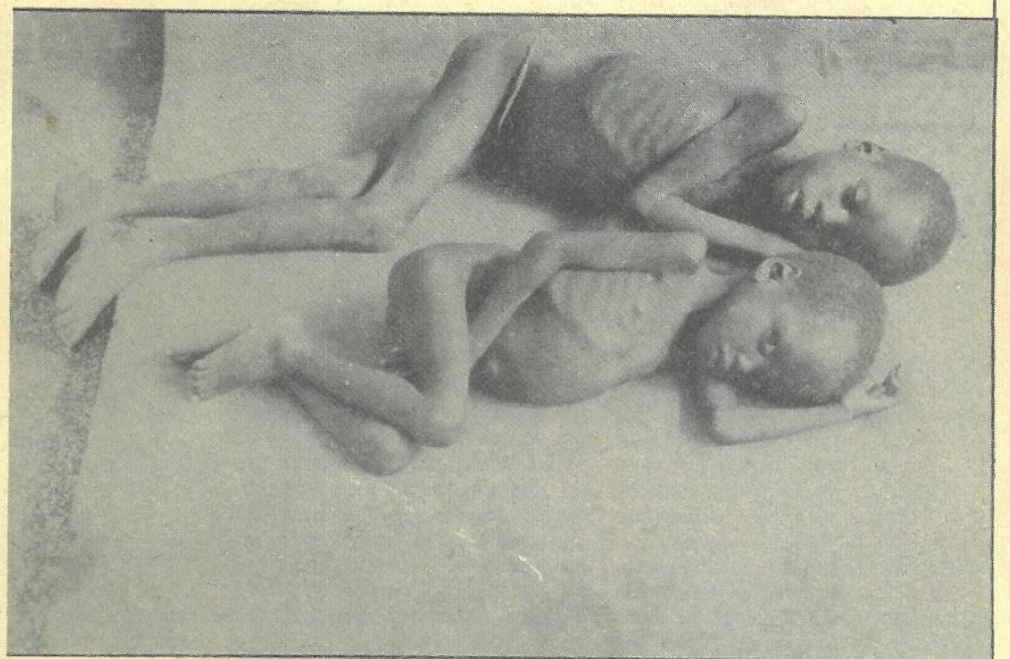
Importations de céréales	85 000 tonnes de protéines
	254 milliards de calories
Exportations d'arachides	282 000 tonnes de protéines
	330 milliards de calories

Quatrième conclusion : Les calamités naturelles et les aléas climatiques peuvent aggraver la famine mais ils n'en sont pas la cause. Ils demeurent, plus que jamais, les commodités bouc-émissaires des marchands de grains pour masquer leurs opérations secrètes et crapuleuses.

III Une "aide" qui profite aux uns et appauvrit les autres

L'"aide" alimentaire ou technologique dans les pays sous-développés contribue à y augmenter la famine. Comme on l'a vu plus haut, elle est à la fois trop chère (seuls les riches peuvent se la procurer) et le plus souvent insuffisante ou mal adaptée aux conditions ambiantes. En outre, elle est dirigée presque exclusivement sur les cultures de rente (exportation), au détriment des cultures vivrières pour les besoins locaux. Encore une fois l'exemple du Sahel : de 1969 à

1974, la production de mils-sorghos pour l'alimentation indigène a diminué dans les 8 pays (sauf la Gambie), alors que les cultures de rente (arachides et coton) ont enregistré de fortes augmentations. De manière



générale, en Afrique surtout, les meilleures terres sont destinées aux cultures d'exportation. Au Soudan, "plus des 3/4 des superficies irriguées (aux Philippines 55 o/o) sont consacrées aux spéculations commerciales pour l'exportation ou à l'approvisionnement des centres urbains" (SB).

Qui est donc si intéressé à cette "aide" économique ? Parmi les 7 familles au monde qui se partagent la totalité du commerce des

céréales (DM), la firme lausannoise de Georges André (très discrète, mais aussi puissante que Michelin dans le pneu ou Rothschild dans la banque) a sa devise, "Le silence est d'or" (TA, 9. 1. 80), comme d'ailleurs ses super-bénéfices, qu'elle ne craint pas d'arracher aux biens et au travail des plus pauvres du globe. Un exemple parmi d'autres : au Bangladesh, André a pillé en 1978

"1 800 tonnes de cuisses de grenouilles et 2 000 tonnes de crevettes". En échange, le gouvernement de Dacca lui a accordé des licences d'importation qu'il met à la disposition de ses congénères : Ciba-Geigy domine ainsi pratiquement tout le marché des pesticides et des engrais du pays. Cette "aide" chimique, payée par les ventes des crustacés et grenouilles, n'apporte strictement rien à la population pauvre. Au contraire, l'utilisation incontrôlée des produits toxiques met en danger la santé des paysans et pêcheurs qui travaillent des heures durant les pieds et les mains dans l'eau (TA, 1. 3. 80). (Et dire que J.L. Junod, responsable des affaires internationales chez André SA a le culot d'affirmer : "la maison pour laquelle je travaille est apolitique !" (24 H, 11. 7. 80).)

IV Briser le pouvoir politique

"Les stratégies de développement économique ont moins à faire avec le développement réel du Tiers Monde qu'avec la sauvegarde de gigantesques intérêts financiers de quelques groupes économiques (helvétiques)." (Urs Haymoz, Déclaration de Berne, TA, 31. 3. 80)

Et derrière les intérêts et les profits économiques de la bourgeoisie internationale, il y a l'intérêt politique de ses gouvernements. Le monopole de l'OPEP sur le pétrole ne représente que fort peu de chose comparé au contrôle des Etats-Unis sur le marché alimentaire mondial. Pour eux, la nourriture est devenue une arme, ce qui permet à la CIA de proclamer : "L'accroissement de la pénurie des céréales pourrait donner à Washington un pouvoir virtuel de vie et de mort sur le destin de millions de pauvres" (SG). Pourquoi "pourrait" et pourquoi "virtuel" ? Le gouvernement américain l'a voulu réellement et l'a pu consciemment, lorsqu'il payait les exploitants pour ne pas produire à cause de prétendues "surproductions" (SG).

En guise de remède, il ne s'agit pas aujourd'hui de demander aux pays "développés" de "consacrer pendant une année leurs budgets d'armement à rayer la dette alimentaire du Tiers Monde" (A. Zbinden, RSR I, 7. 6. 80), car le problème n'est pas d'ordre financier, mais bien structurel : c'est le développement même du capitalisme qui reproduit la famine. C'est donc le capitalisme qu'il faut "rayer".

L. Payot

Parmi les ouvrages consultés :

- OCDE : "Etude des tendances de l'offre et de la demande mondiales des principaux produits agricoles", Paris 1976 (OCDE).
- Susan George (licenciée en philosophie, nouvelle "gauche" américaine) : "Comment meurt l'autre moitié du monde", Laffont 1978 (SG).
- Sophie Bessis (Tunisienne, agrégée d'histoire) : "L'arme alimentaire", Maspéro 1979 (SB).
- Dan Morgan (journaliste au Washington Post) : "Les géants du grain", Fayard 1980 (DM).
- Le Monde Diplomatique : "Les paris du système alimentaire mondial", Mai 1980 (MD).



El Salvador :

L'IMPERIALISME MENACE ENCORE

La grève générale de trois jours appelée, à mi-août, par le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) n'a pas eu, selon les informations dont nous disposons, la même ampleur que celle de fin juin. Toutefois, elle était conçue plus comme un test de la volonté des masses de se battre malgré la pire des répressions (entre 300 et 500 morts durant la grève générale d'août, plus de cinq mille personnes massacrées depuis l'arrivée au pouvoir de la junte), que comme une démonstration de l'isolement de la junte, qui subsiste. Comprise comme une préparation à l'insurrection populaire, la grève générale va sans aucun doute être suivie par d'autres manifestations de masse. La junte, qui n'a pas réussi à modifier fondamentalement le rapport des forces en sa faveur, va donc poursuivre sa répression, avec l'appui de l'impérialisme américain, toujours prêt à intervenir, comme le montre l'entretien qu'un journaliste de La Gauche, hebdomadaire de la section belge de la IVe Internationale, a eu avec Fabio Castillo, ancien recteur de l'Université de San Salvador, membre du Mouvement de Libération Populaire (une des organisations révolutionnaires de masse) et de la délégation du FDR qui se trouvait en Europe à la fin du mois de juin.

La Gauche : Quel est actuellement le degré d'intervention étrangère dans le processus en cours au Salvador ?

Fabio Castillo : L'intervention étrangère est essentiellement le fait des USA. Elle est multiforme. Elle se manifeste au niveau de la diplomatie internationale, bien sûr, mais aussi par la fourniture d'un important matériel de guerre et de répression. Ce matériel, composé de blindés légers et d'hélicoptères anti-guérilla entre autres, est acheminé dans le pays sous couvert de matériel de communications. Les soldats américains aussi participent déjà directement aux affrontements. En effet, 36 conseillers militaires US sont actuellement répartis dans trois bases anti-guérilla du pays.

L. G. : L'impérialisme US n'est sans doute pas le seul à intervenir actuellement au Salvador.

F. C. : Evidemment non. D'autres pays interviennent aussi et soutiennent la junte militaire. Le Venezuela, par exemple, soutient activement la junte, tant militairement que politiquement, prétextant qu'il s'agit, comme au Venezuela, d'un gouvernement démocrate-chrétien. Le Guatemala aussi. Depuis la dissolution par décret, en novembre dernier, du mouvement d'extrême-droite, ORDEN, le Guatemala abrite et laisse s'entraîner ORDEN sur son territoire.

L. G. : Pensez-vous que les USA s'apprêtent à intervenir directement au Salvador pour essayer de faire tourner la situation à leur avantage ? Quelles seraient les conséquences d'une intervention US ?

F. C. : Le risque d'une telle intervention est très réel. Les Etats-Unis ont clairement exprimé la volonté d'intervenir directement dans le conflit si les autres recours venaient à échouer. Zbigniew Brzezinski lui-même a déclaré :

"Les Etats-Unis ne pourraient jamais permettre un nouveau Nicaragua, même si, pour l'empêcher, ils doivent prendre les mesures les plus répréhensibles".

Les USA espèrent pouvoir rapidement obtenir une victoire sur le terrain politique. Ils pensent qu'il sera possible, par leur intervention, de pacifier rapidement le pays pour bloquer le processus en cours. Nous sommes convaincus qu'ils se trompent. Que la résistance populaire sera telle que seule une victoire militaire pourra les tirer d'affaires. Politiquement, cela leur coûtera très cher car ils courront alors le risque de voir le processus s'étendre à l'ensemble de la région. Conscients malgré tout de ce danger, ils essaieront tout, même la mise sur pied d'une dictature militaire ouverte, pour arriver à leur but. Ils envisagent dès maintenant cette possibilité et sont prêts à donner à une telle dictature tous les moyens et tous les appuis pour se maintenir même si cela doit aller, comme en 1932, jusqu'au massacre de 10 o/o de la population.

NICARAGUA :

23 août 1980 : certainement la date la plus importante après celle du 19 juillet 1979 qui marqua la chute définitive de la dictature somoziste. Ce samedi, l'ensemble des milliers de brigades d'alphabétisation se concentre sur la Place de la Révolution pour marquer par une fête gigantesque l'issue victorieuse de la première étape d'une campagne d'alphabétisation parmi les plus étonnantes de l'Histoire. Après 6 mois d'un effort spectaculaire, le Nicaragua sera déclaré territoire libre d'analphabétisme à plus de 90 o/o ! Cela signifie que l'immense majorité de la population aura appris à lire relativement couramment, et à écrire, certes avec encore beaucoup de fautes, mais de manière à se faire comprendre.

Seule, la région de la côte atlantique ne représente qu'une victoire partielle. Cela est dû à plusieurs facteurs : d'une part l'existence de 3 langues principales (l'espagnol, l'anglais, le miskito), ce qui complique considérablement la tâche du gouvernement; d'autre part le niveau de sous-développement encore plus grave que dans le reste du pays, d'où un niveau culturel plus bas également; enfin, le fait que cette région ait été abandonnée par Somoza implique que le poids répressif de la dictature y était nettement moindre, ce qui fait que la Garde Nationale est tombée presque sans coup férir. Il n'y a pas eu dans cette région d'expériences de lutte collective, que ce soit sur le plan syndical ou de quartier. En ce sens, l'essentiel de la population demeure relativement passive par rapport au processus révolutionnaire, y compris par rapport à la campagne d'alphabétisation. Si cette dernière est un relatif succès en langue espagnole, presque tout reste par contre à faire en anglais et en miskito.

Alphabétisation et politique

Mais dans tout le reste du pays, le résultat de la campagne force l'admiration. Les brigades ont littéralement investi l'ensemble du pays, des villes jusqu'à la plus petite hacienda perdue dans les montagnes, à plusieurs jours de mulet de la voie de communication la plus proche... En plus du travail d'alphabétisation proprement dit, ils ont procédé à un recensement de la population, ils ont recueilli d'innombrables traditions orales, découvert et commencé à analyser d'innombrables vestiges, d'autant souvent de l'époque pré-colombienne. En un mot, ils ont

entamé un immense travail de recherche et de divulgation de toutes les racines culturelles profondes du peuple nicaraguayen.

En même temps, ils se sont fait les porte-parole de la révolution jusque dans la dernière hutte, et ceci non pas au travers d'un endoctrinement abstrait, mais en partageant les conditions de vie des gens, en travaillant avec eux, en les aidant techniquement, et en discutant avec eux de leurs problèmes, en essayant de leur montrer concrètement l'avantage de travailler en coopératives, plutôt que chacun isolément sans connaissances ni ressources techniques suffisantes.

Les éducateurs éduqués

De la même manière, eux-mêmes se sont confrontés à la situation concrète de la population, ont pu discuter des problèmes, proposer des solutions. Au début de l'année, c'étaient des dizaines de milliers de jeunes qui, après avoir pris une part prépondérante dans l'insurrection, partaient alphabétiser tout le pays. Le 23 août, ce sont 180 000 militants qui rentrent. Mûris personnellement et politiquement, ils ont matériellement contribué à forger de leurs mains le nouveau Nicaragua, ils ont impulsé la création ou le développement des syndicats ouvriers ou paysans, des organisations de quartiers. Ils ont préparé les gens à s'organiser collectivement, à comprendre et résoudre leurs problèmes, à contrôler leur production.

Chaque jour dans la presse, à la radio ou à la télévision, des nouvelles parviennent du "front de l'alphabétisation". Le décompte des heures avant le grand retour a commencé depuis le lundi 11... Toute la population se prépare à fêter follement la rentrée de ses

UNE REVOLUTION RENFORCEE PAR LA CROISADE D'ALPHABETISATION !

filles et de ses fils, l'arrivée de ce sang neuf et riche. Tous ces jeunes vont bien sûr réintégrer leurs organisations de masses respectives. La Jeunesse Sandiniste du 19 juillet, l'Association des Femmes nicaraguayennes, l'Association des Travailleurs de la Campagne, la Centrale Sandiniste des Travailleurs, les Comités de Défense Sandinistes, toutes ces organisations vont se voir renforcées par le retour de cette force vive de la Révolution, par ces 180 000 militants combattifs et déjà expérimentés... Il est absolument hors de doute que cela va donner un nouvel élan à la Révolution nicaraguayenne sur la voie du... sandinisme !

Ph. Binz



LA BOURGEOISIE NICARAGUAÏENNE ET LA DEMOCRATIE

Après la vaine tentative de Robelo d'ouvrir une crise politique en quittant le gouvernement, la bourgeoisie nicaraguayenne ne dispose plus dans la junte que de deux membres peu significatifs. L'un ne représente réellement que lui-même; l'autre, Arturo Cruz, lié aux grandes banques internationales, est le seul vrai porte-parole de la bourgeoisie locale. Il est toutefois d'une envergure politique nettement moindre que Robelo. En ce sens, le départ de Violetta Chamorro et de Robelo, au lieu d'ouvrir une crise au sein du gouvernement, et de créer par là un sentiment de méfiance de la population vis-à-vis du FSLN, a été un échec total : non seulement cette crise n'a pas eu lieu, mais le FSLN a réussi à intégrer au gouvernement 2 remplaçants, bourgeois eux aussi, mais nettement moins gênants que Robelo ! La bataille politique s'est donc ainsi déplacée progressivement vers d'autres terrains. La campagne d'alphabétisation par exemple est présentée par ces grands démocrates comme une vulgaire campagne de propagande communiste.

Lors des séances du Conseil d'Etat (dans lequel sont représentés tous les courants politiques et syndicaux, et où existe une démocratie effective ainsi que nous avons pu le constater nous-mêmes), un de leurs principaux chevaux de bataille est de demander la mise sur pied immédiate "d'élections démocratiques". Ce à quoi le FSLN et toutes les organisations de masses répondent que le peuple a clairement voté en renversant Somoza, en s'intégrant massivement dans les organisations syndicales, de quartier, et autres, et en développant le contrôle sur la production.

Sur le plan pratique, la bourgeoisie tente de se constituer une base (qui lui manque terriblement !) en essayant de susciter le mécontentement de la toute petite bourgeoisie commerçante aux prises avec l'ENABAS (office de contrôle des prix des denrées alimentaires) et les CDS, car ceux-ci veillent de très près à ce que les prix des denrées alimentaires de base fixés par le gouvernement soient appliqués sans exception. Une première tentative sérieuse fut faite il y a 15 jours, lorsque la Chambre de Commerce de Managua convoqua une assemblée des commerçants du Marché Oriental; malheureusement pour eux, il y a aussi des petits commerçants sandinistes, et cette "grande manifestation de mécontentement populaire" s'est terminée en vifs débats, notamment autour des activités de la dite Chambre de Commerce du temps de Somoza...

Certes, ces confrontations ne sont encore que des escarmouches, soigneusement mises en avant par "La Prensa". Mais déjà maintenant, la bourgeoisie se rend compte que les organisations de masses et le FSLN ne seront pas faciles à "convaincre" !